



RAPPORT 2011

LA FRANCE, L'UNION EUROPEENNE, LEURS ALLIES ET PARTENAIRES FACE AUX DEFIS DE L'ARC DE CRISE

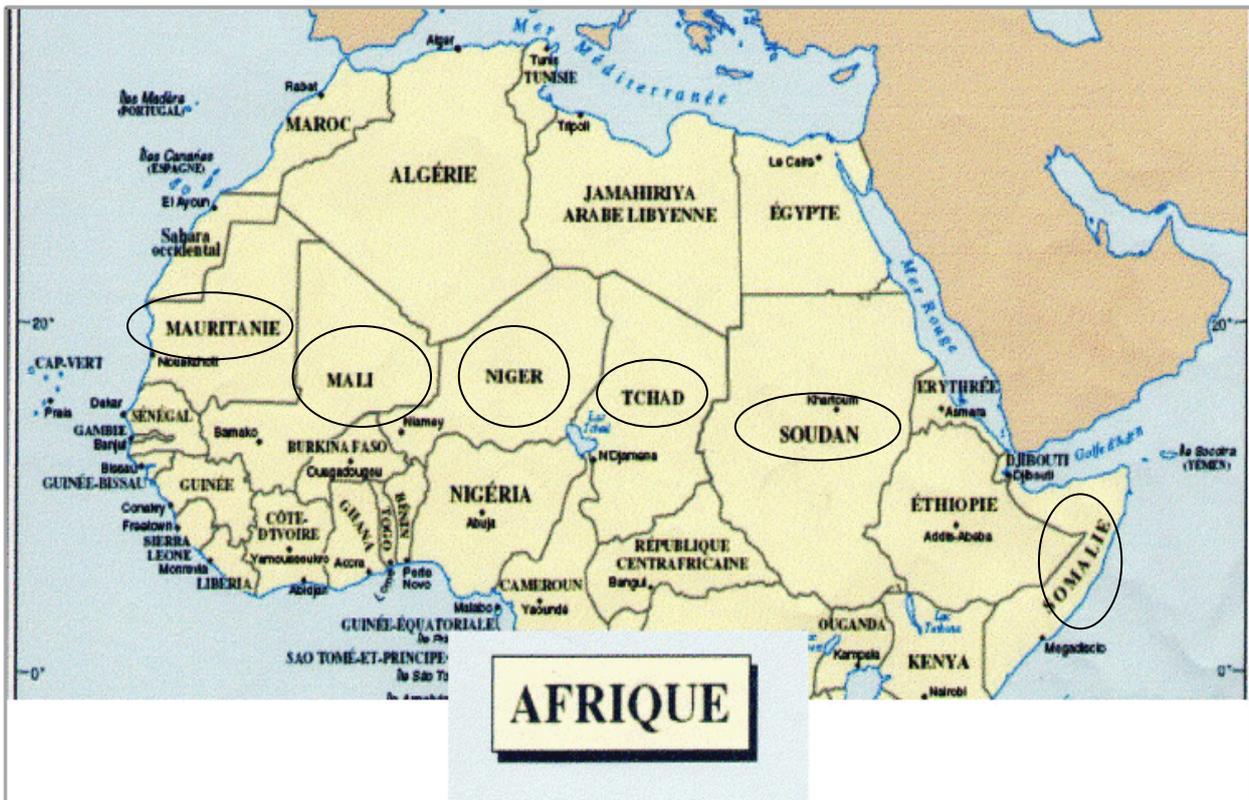
LA ZONE DU SAHEL

*Etude des crises et conflits actuels et potentiels de la zone
Sahélienne et des risques pour les intérêts de la France et de l'Union
Européenne (UE).*

*Recommandations pour limiter l'impact des conflits et crises
sur les intérêts de la France et de l'Union Européenne.*

RAPPORTEUR : Régis Hardy, Comité de Charente Maritime.

CARTE GENERALE DU SAHEL



Pays du SAHEL concernés par l'analyse

Analyse Stratégique de la zone du SAHEL

SOMMAIRE

SYNTHESE.

ANALYSE STRATEGIQUE.

Page 1 : Présentation de l'analyse stratégique.

ETAT DES LIEUX

Page 2 : La Mauritanie, le Mali et le Niger : Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 3 : La Mauritanie, le Mali et le Niger : Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 4 : Le Tchad, le Soudan et la Somalie : Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 5 : Le Tchad, le Soudan et la Somalie : Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 6 : Ensemble des Pays du Sahel étudiés : Données spatiales, enjeux humains et industriels

Page 7 : Ensemble des Pays du Sahel étudiés : Origines des crises, acteurs et modes d'action, effets directs et collatéraux

Page 8 : Effets à obtenir (actuellement)

POINTS FORTS – POINTS FAIBLES :

Page 9 : Géographie physique et humaine

Page 10 : Géographie politique et économique

Page 11 : Interdépendance économique avec les Pays du Sahel

ORIENTATIONS GENERALES ET OBJECTIFS :

Page 11

PLAN D'ACTION POUR LA FRANCE ET/OU L'UNION EUROPEENNE :

Page 12

.

ANNEXES :

Annexe 0 : Rappel synthétique de la Méthode du Trident

Annexe 1 : Genèse et caractéristiques d'AQMI

Annexe 2 : Les Touaregs : entre tentation d'intégration et tentation de révolte, une liaison dangereuse avec AQMI est-elle possible ?

SYNTHESE

L'étude des crises et des conflits actuels et potentiels de la zone Sahélienne et de leur incidence sur les intérêts de la France et de l'Union Européenne (UE) ne peut être menée, eu égard au nombre, à la diversité et à la complexité des pays concernés, sans une méthode d'analyse adaptée aux problèmes complexes, et ce d'autant plus qu'il s'agit de présenter un plan d'action et des recommandations aux plans diplomatique, économique et militaire. La méthode retenue est celle du « Trident » (annexe 0)

L'analyse stratégique, pièce principale de l'étude, comprend :

- un état des lieux synthétique des pays du Sahel et de l'ensemble de la zone, sous la forme de tableaux à trois colonnes (pages 2 à 7),
- les effets à obtenir à croiser avec les données précédentes pour faire ressortir les points forts et les points faibles (pages 8 à 11),
- les orientations générales et spécifiques et enfin le plan d'action résultant du croisement de ces orientations avec les points forts et les points faibles précités.

*

S'il est incontestable que le Sahel comprend aussi le sud algérien et son prolongement marocain jusqu'à l'Atlantique, l'étude a été volontairement limitée à la zone allant de la Mauritanie à l'ouest jusqu'à la Somalie en façade de l'Océan Indien en passant par le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan.

Le Sahel, aujourd'hui véritable arc de crise africain, apparaît à la fois, comme une arrière-cour des pays arabes qui jouxtent la Méditerranée mais aussi comme une vaste zone de transit entre l'Afrique noire et le monde arabe.

Son incontrôlable étendue désertique qui offre toutes les possibilités de déplacements discrets; sa situation géographique, au cœur du continent africain et au contact de nombreux Etats ; son rôle de sas entre les deux mondes, africain et arabe, différents et parfois opposés ; son histoire récente marquée de relations tantôt confiantes, tantôt ambiguës, avec les Etats européens ; sa fragilité économique et son instabilité chronique, font que le Sahel constitue obligatoirement un enjeu majeur pour la France et pour l'Union Européenne.

En effet, il peut représenter tout à la fois une menace, en raison des influences idéologiques et déstabilisatrices qui le traversent, ou offrir de prometteuses perspectives d'échanges culturels, économiques ou même politiques sous réserve d'y promouvoir un réel essor économique, générateur de stabilité.

*

Les caractéristiques des Etats du Sahel : pauvreté générale, forte croissance démographique, instabilité chronique et conflits, génèrent au **plan humain**, trois problèmes majeurs pour la Sécurité de la France et de l'Europe :

- **l'immigration excessive, et notamment clandestine.** Elle apparaît comme une source de surcharges sociales et, le cas échéant, de troubles sociaux. Il ressort, à l'évidence, que

notamment en France, les mesures prises pour assurer le contrôle et la régulation de ces flux migratoires aux frontières n'ont pas l'efficacité voulue et que, dans certaines régions, la présence d'un trop grand nombre d'émigrés soulève des problèmes de cohabitation avec les populations autochtones;

- **le terrorisme.** Cette vaste zone incontrôlée autorise la présence et l'activité de petites bandes armées, quasi-insaisissables, qui, dans un but uniquement lucratif ou sous couvert d'une idéologie extrémiste, cherchent à porter atteinte aux intérêts des pays européens par le biais de prises d'otages ou d'attentats. Utilisant au mieux les moyens de communication modernes pour exploiter les faiblesses des démocraties et assurer leur propagande, ces groupes armés sont susceptibles, au-delà de la modestie de leurs opérations, d'obtenir le soutien de tout ou partie des populations en prenant appui sur des arguments religieux. (Les aspects particuliers d'AQMI et le rôle des Touaregs font l'objet des annexes 1 et 2).

- **le commerce de la drogue.** La grande pauvreté et l'absence de contrôles conduisent à faire du Sahel une zone privilégiée pour le trafic des stupéfiants venus du Sud de l'Afrique ou des Amériques et destinés aux pays européens. L'appât du gain ou le prix du voyage vers l'eldorado européen favorisent toutes les formes d'acheminement de la drogue, celle-ci constituant un réel danger pour les pays destinataires.

*

Dans le domaine économique, si le sous-sol sahélien recèle des ressources minières et énergétiques, il faut bien reconnaître qu'à l'exception de la France, les autres pays européens ne considèrent pas le Sahel comme un enjeu majeur. Cependant, et parce que la stabilisation de cette zone sensible et proche de l'Europe passe par un indispensable essor économique régional, la France et l'Union Européenne ne peuvent s'en désintéresser.

Cette exigence s'impose d'autant plus que d'autres puissances, comme notamment la Chine, l'Inde ou les Etats-Unis, s'implantent massivement en Afrique par le biais de nombreux et importants contrats. Or, pour la France et pour l'Europe, derrière le Sahel il y a le continent africain, dont les ressources sont largement sous exploitées ...

*

Pour répondre aux défis stratégiques de la zone sahélienne, 6 actions principales et sous-actions déclinables en objectifs ont été identifiées :

1- Intensifier l'assistance à la bonne gouvernance en vue du renforcement des institutions et de la résolution des conflits internes,

2- Poursuivre et intensifier la lutte contre le terrorisme islamique en coopération avec les Etats du Sahel dans le cadre du Comité Africain de Lutte Contre le Terrorisme (CAERT), de L'Union Africaine (UA) et du Comité contre le Terrorisme de l'ONU:

- prendre des mesures préventives pour protéger les ressortissants européens,
- assurer la coordination des politiques des états européens en réponse à des enlèvements,
- poursuivre la mise en place des dispositifs d'observation et de repérage des mouvements suspects en zones désertiques ou de « non droit » des pays du Sahel touchés par AQMI ou les

autres organisations terroristes, identifier les bases arrières des terroristes et leurs complicités locales,

- dans le cadre de l'Union Africaine (UA), aider les pays concernés, à éradiquer les foyers terroristes identifiés, à supprimer leurs ressources et leurs moyens d'action (rançons, drogue, armes, ...),

- réexaminer les priorités de défense notamment par rapport à l'Afghanistan,

3- Intensifier les programmes de développement agricoles locaux tendant à assurer la sécurité alimentaire des Pays du Sahel :

- lutter contre la désertification, augmenter les rendements agricoles et les pratiques de l'irrigation dans les zones de cultures traditionnelles,

- intensifier la recherche dans les domaines de l'élevage et de la lutte contre la déforestation,

- améliorer l'accès à l'eau des populations défavorisées, gérer la ressource aux plans quantitatif et qualitatif (stockage, assainissement, ...)

- gérer durablement les ressources naturelles et la protection de l'environnement par la préservation de la diversité biologique terrestre et une gestion concertée des ressources maritimes ou aquatiques (pêcheries organisées suivant le modèle italien, pêche organisée en coopératives, ...)

4- Intensifier l'aide au développement économique ciblé des Pays du Sahel dans le but d'enrayer le départ des habitants et de leur offrir un avenir sur place, ce qui limiterait ainsi l'immigration clandestine et les trafics de tous genres :

- réexaminer les politiques européennes d'aide au développement, leur financement en assurant le contrôle de l'utilisation des fonds...

- calquer l'aide aux Pays du Sahel sur le canevas de la Nouvelle Stratégie de Développement de l'Afrique (NEPAD) en y adjoignant un volet de contrôle de l'efficacité des aides,

- favoriser le développement des petites et moyennes entreprises, les services d'appui logistiques, les partenariats avec les entreprises européennes et enfin les partenariats public-privé pour la réalisation des infrastructures liées aux transports, à l'énergie, à l'eau, à l'assainissement, à l'information,

5- Favoriser l'enseignement dans la langue d'origine des populations (conserver les racines nécessaires au développement et à l'unité des peuples) avec incitation à l'apprentissage d'une langue complémentaire commune (Français, Anglais, ...) nécessaire à la communication et aux échanges avec le monde extérieur :

- intensifier les programmes d'aide et d'éducation sanitaire des populations

- sédentaires afin de lutter contre la mortalité infantile, la malnutrition, les maladies transmissibles et en particulier le SIDA, la surpopulation et la pauvreté en général,

- intensifier les programmes d'assistance à l'éducation, de l'ensemble des classes sociales, aider à la recherche (réseau africain de centres de recherches et d'innovations technologiques), à l'enseignement supérieur et au développement des réseaux numériques,

- favoriser le développement d'une classe moyenne instruite nécessaire à la volonté d'émancipation des peuples, à l'éclosion progressive de la démocratie, à la lutte contre les fanatismes religieux et à la création d'identités culturelles nationales,

6- Veiller à lutter contre la dépendance partielle de la France et des autres pays de l'Union Européenne, en diversifiant les sources d'approvisionnement en matières premières stratégiques (uranium du Niger, minerai de fer de Mauritanie, ...), en investissant

massivement dans la partie sud du Soudan afin de protéger les intérêts de la France et de l'UE, en particulier au sud du Soudan, au Tchad et en République Centre Africaine.

*

A l'heure où la contagion révolutionnaire semble gagner progressivement les pays arabes du sud de la Méditerranée avec tous les risques qu'une telle situation fortement évolutive peut provoquer ou intensifier, la France et l'Union Européenne, qui bénéficient encore de relations privilégiées avec certains Etats du Sahel, se doivent d'imaginer et d'y promouvoir une politique concertée de développement économique et de stabilisation politique . C'est l'objet du plan d'action proposé.

*

Analyse stratégique de la zone sahélienne -Page 1

Recommandations pour limiter l'impact des conflits et des crises sur les intérêts de la France et de l'Union Européenne.

NOTA: Cette analyse ne constitue pas une fin en soi mais un puissant « modèle » d'investigations pouvant être utilisé, au besoin, pour d'autres problèmes posés dans la zone étudiée, volontairement limitée à 6 pays du Sahel.

Il peut, si nécessaire, être complété pour les pays voisins du Maghreb et du Sub-Sahel, les orientations stratégiques pouvant également, à la demande, être modifiées ...

L'état des lieux présente:

- les données spatiales (périmètre géographique et environnement régional),*
- les situations et les conflits antérieurs,*
- les enjeux dans les divers domaines (géographie physique, humaine et économique),*
- les tensions actuelles,*
- les risques et les menaces*

Etat des lieux pour chaque pays du Sahel et des pays riverains -Page 2

Impact des crises intérieures et des conflits sur les intérêts de la France et de l'UE.

Données spatiales – agriculture -des Pays du Sahel et Subsahel concernés	Enjeux humains (usines, entreprises, ressortissants français et autres de l'UE	Enjeux industriels et énergétiques (pétrole, gaz naturel, minerais, prod. Spécifique, ...)
<p>1-LA MAURITANIE: capitale Nouakchott 0,8 Mhab (25 %) - 1,030 M Km² - 3,400 Mhab – (d = 3,1 hab/Km²) - désert avec pop. au sud- logistique compliquée <i>Agriculture (12,5 % du PIB)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - tournée vers la pêche (eaux poissonneuses, vasières, hauts Fonds, lacs, ...) - pêche intensive avec réserves halieutiques (Banc d'Arguin) - élevage nomade: dromadaires et boeufs de boucherie en oasis et en bordure du Sénégal <p>2- LE MALI: capitale Bamako 1,7 Mhab (12 %) -1,240 Mkm² – 15,500 Mhab – (d = 9,4 hab/Km²) <i>Agriculture (36 % PIB)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - agriculture pauvre occupant 3 Mhab – 80 % de la population active – petites exploitations de 3 à 5 ha – rendements faibles- – fortes variations climatiques, faible infrastructures Non autosuffisantes – irrigation sur 1/3 surface: * céréales: base alimentaire pour 3 MT/an – consommation 220 Kg/an/H en milieu rural 150 Kg/an/H en milieu urbain * coton : 15 % du PIB 600 000 T/an éème source d'export cultivé par 3 MH – concurrence par sub UE et EU - élevage (10 % du PIB) mais 30 % de la population avec troupeaux transumants (Peuls et Thouaregs) - pêche et pisciculture (5 % du PIB) pour 10 000 T/an pour 70 000 pêcheurs (Bozos) dans le delta du Niger, les lacs barrages Selingué et Manoutali <p>Problèmes car déficits hydriques provoquant des crises et Famines</p> <p>3- NIGER: capitale Niamey 1 Mhab (6 % po - 1,270 Mkm² – 15,900 Mhab – (12,5 hab/Km²) <i>Agriculture : (41 % du PIB)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - agriculture rurale pour 90 % de la population : * zone agro-pastorale au sud avec céréales (mil) faible irrigation (2 % des surfaces) * zone pastorale au nord - crise financière dûe au surendettement pour les infrastructures - fraude par des exportations frauduleuses au Nigéria 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>ressortissants Français</i> : 2 100 hab et 12 500 émig - minerais de fer exporté vers les pays de l'UE pour 10MT/an (10,2 %) - <i>clients</i> : Chine 54,5 %, France 14,3 %, Espagne 9,8 % et Italie 9,6 % - <i>fournisseurs</i> : France 23,5 %, Chine 12,1 %, Espagne 8,4 % et Pays Bas 9 % - <i>Services</i> : 40,7 % du PIB <ul style="list-style-type: none"> - <i>Ressortissants Français</i> : 4330 hab et 80 000 émig Dont 48 000 avec titre de séjours - exportation de l'or et du coton vers l'UE mais déficit de la balance commerciale - <i>Clients</i> : Afrique du Sud, Sénégal, Cote d'Ivoire, Suisse et Chine - <i>Fournisseurs</i> : Cote d'Ivoire, Sénégal, Chine et France - tourisme vers les Pays de l'UE dans Pays de Dogon, Djenné, Mopti et Tombouctou mais manque d'infrastructures routières - <i>Services</i> : 40 % du PIB <ul style="list-style-type: none"> - <i>Ressortissants Français</i> : 1550 hab et 2 000 émig - <i>Clients</i> : France, Japon, Suisse, Nigéria, Etats Unis - <i>Fournisseurs</i> : France, EU, Cote d'Ivoire, Chine et Japon - <i>Services</i> : 45 % du PIB 	<p style="text-align: center;"><i>Industrie et matières premières: (56,7 % PIB)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - minerais de fer (SNIM) pour 200 MT h ématites pures exploitées à ciel ouvert (Kédia, d'Idjil, Fderick, Rouessat, Tazadit) - train minéralier pour 24 000T/ u sur 650 Km dans le désert Le long de la frontière Saharienne vers ports de Causado à Nouadhibon - le pétrole pour 1 Mb (Champs de Chinguetti, Tioff, Banda, Tevel, ...) Exploitation par Woodside, Dana Pétroéum et Total - l'or (moins imp) <li style="text-align: right;"><i>Total bal. Comm. + 454 M\$ (2008)</i> <p style="text-align: center;"><i>Industrie et matières premières: (24 % PIB)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - production d'or à Kalèna depuis 1984 – autres gisements à Loulo, Faoula, Missenz, Morla et Yatela pour 800 T * 3ème producteur d'or en Afrique (15 % du PIB) pour 70 T/an * nouvelles usines à Kara Koto, Syamaet Kodaïra * exploitation par des enfants ... de - 15 ans - pétrole en cours d'exploitation depuis 2009 - énergies utilisées: bois, charbon de bois à 70 % <li style="text-align: right;"><i>Total bal. Commerciale : - 28 Miards \$ (2008)</i> <p style="text-align: center;"><i>Industrie et matières premières: (14 %)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - production d'uranium dans la région d'Arlit 72 % de la production à l'exportation (2ème prod Mondial) Stagnation de la production - production de pétrole mais problèmes d'exploitation

Origine des crises passées et actuelles (pays du Sahel en cause, faits générateurs, ...

Identification des acteurs et des modes d'action

Effets sur la sortie de crise et effets collatéraux

-Page 3

1- MAURITANIE:

- territoire peu peuplé mais forte diversité ethnique, religieuse et linguistique
- rivalités entre les communautés Maures (2/3), Arabo-Berbères et les Nègro-Africains (1/3) – activisme de groupes Intégristes armés (ismamistes salafistes)
- majorité musulmane mais courants différents créant des dissensions internes
- langue officielle: l'Arabe
- forte croissance démographique, SIDA omniprésent, EV60
- forte émigration (3% de la pop) vers Afrique Centrale, Occidentale, Europe) favorisée par le gouvernement pour éloigner les jeunes
- problèmes de malnutrition et de faim

2- LE MALI:

- Dévaluation du franc CFA en 1994 entraînant de grandes précarités et des malnutritions
- dette importante représentant 100 % du PIB, annulée en 2005 par le G8
- guerre civile en Cote d'Ivoire
- population comprenant 23 ethnies ... à majorité (94 %) musulmane en 5 groupes : au nord les Touaregs (10 %) au sud 90 % pop noire – rivalités fréquentes
- langue officielle: le Français
- très forte émigration représentant 9 % de la population soit 4 Mhab vers l'Afrique Centrale, Occidentale et l'UE
- Emigration favorisée par les Etats

3- NIGER:

- 3 groupes ethniques principaux:
 - * à l'ouest, les Djerma-Shongai : militaires 22 % de la pop.
 - * centre est: les Haoussas : économie 56 % de la pop.
 - * au nord, les Touaregs 10 % de la population
- majorité de la pop musulmane(95 %) 5 % animistes et Chrétiens
- langue officielle: le Français
- forte croissance démographique avec importants problèmes de SIDA
- forte émigration vers Afrique Centrale et UE
- 2005: Importante famine liée à la sécheresse et invasion des criquets (2,5 MH touchés)
- le pétrole devient un facteur de déstructuration de la société: profits importants par des groupes limités ...

- coups d'état en 1984, 2005, 2008
- diplomatie de compromis et affirmation d'une identité arabo-musul
- participation aux instances euroméditerranéennes, rupture avec Israël et reprises relations avec Sénégal
- Chine rôle important économique (ier acheteur de minerais, permis pétroliers et nombreux contrats (BTP))

- Pays de transit avec trafics de stupéfiants (cannabis et cocaïne) et Migrations clandestines
- de plus en plus vulnérable à menace terroriste (cible privilégiée D'AQMI après Algérie
- insécurité alimentaire : importation 65 à 80 % céréales

- transition démocratique exemplaire en 1992

- LOA Loi d'orientation agricole du 16/08/2006 conduisant à une concertation des populations et coordination des actions
- projet de politique nationale du 29 mars 2006 visant à augmenter la couverture électrique à 50 % de la population desservie
- Actuellement 17 % de la pop desservie ...
- désenclavement vers les ports d'Abidjan, Lomé (Togo), Nouckchott (Mauritanie), Dakar (Sénégal)
- Liaisons en cours vers Bamako, Dakar, Nouokchott et Conakry
- Pont sur le Niger à Gao
- accord de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique, Caraïbes et Pacifique (accords de Cotonou)
- Forte pression de l'UE
- déstructuration des filières agricoles
- aides étrangères importantes (FMI Banque Mondiale ...)
- Programmes bilatéraux avec l'UE
- Aide de la Russie et des Pays Arabes (Arabie Séoudite, Lybie et Chine

- de 1990 à 1999 grande instabilité politique avec de nombreux Coups d'état en 1999, 2010
- président actuel après coup d'état de fev 2010 : Gal Salou Djibo
- Conseil Suprême pour la Restauration de la Démocratie (CSRD)
- Suspension de la constitution 4eme rép.

- le Niger est membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

- accords juin 2009 (dit de Dakar) pour élections pluralistes : République Islamique de Mauritanie
- élection en juin 2009 de Mahamed Ould Abdel Aziz avec 52,5 % des voix
- priorités gouv.:
 - * relance develop. Éco et social
 - * sécurité (menaces terroristes)
 - * passif humanitaire violence Interethniques de 1989
 - *séquelles d'esclavage

- Référence de démocratie en Afrique avec élections en 2002 puis avril 2007
- Chef d'Etat actuel : Toumani Touré élu avec 71,2 % des voix mais faible participation
- Le Président actuel ne pourra pas se représenter
- En 2012 (constitution)

- Terre de passage avec 7 voisins : diplomatie sage et prudente favorisant l'intégr° régionale
- préserve sécurité des transits et trafics : évite conflits avec voisins
- membre actif au sein du CEDEAO en favoris.
- Le Français
- renforcement des liens avec les USA

- dégradation de la sécurité : trafics, rébellion Touareg, menace terroriste au nord (AQMI)

- Stabilité après coup d'état : 3 objectifs
- lutter contre la corruption, reconcilier les Nigériens et restaurer la démocratie
- gérer la crise alimentaire
- le CSRD met en place les nouvelles Institutions (Conseil Consultatif National)

- bonnes relations avec ses voisins
- développement des relations avec la Chine (invest. Imp. Pétrole et uranium)
- ferme intention de rétablir la démocratie

Etat des lieux pour chaque pays du Sahel et des pays riverains -Page 4

Impact des crises intérieures et des conflits sur les intérêts de la France et de l'UE.

Données spatiales – agriculture -des Pays du Sahel et Subsahel concernés	Enjeux humains (usines, entreprises, ressortissants français et autres de l'UE	Enjeux industriels et énergétiques (pétrole, gaz naturel, minerais, prod. Spécifique, ...)
<p>4- TCHAD : capitale N'Djamena 0,9 Mhab (8 % pop.) - 1,280 Mkm² population 11,300 Mhab – d = 8,8 hab/Km² Désert à peuplement difficile, logistique compliquée <i>Agriculture (36 % PIB)</i> - agriculture : coton, canne à sucre, bétail, gomme arabique Pour 80 % de la population et 23 % du PIB - cultures vivrières: sorgho, mil, arachides (est et sud) - troupeaux de bovins, chèvres, moutons, chameaux, volailles Au nord du Tchad - pêche en rivière et lacs: importante production de poissons séchés exportés vers Nigéria, Cameroun et Soudan</p>	<p>- <i>Ressortissants Français</i> : 1 250 hab et 950 soldats (épervier 2010) et communauté Franc. 2000 hab</p> <p>- <i>Clients</i> : Etats Unis, Corée du Sud, Portugal - <i>Fournisseurs</i> : France (97 M€), Cameroun, Etats Unis et Chine - <i>Groupes Français implantés</i> : Total, Orange <i>Pétrole</i> : Exxon-Mobil USA - <i>France 1er bailleur de fonds et projet de raffinerie de Djermaya</i>, prospection Mongo et construction d'un pipe-line de 300 Km vers la raffinerie, en coopération avec la Chine - France 1er bailleur de fonds dans éducation, santé, eau, assainissement, gouvernance (vol 10em FED = 311 M€ (2008-2013) <i>Services</i> : 42 % du PIB</p>	<p>- importante production de pétrole (44 Mb)</p> <p>- énergie électrique produite par centrales thermiques au Pétrole - électricité chère avec distribution irrégulière et coût Prohibitif</p>
<p>5- SOUDAN : capitale Khartoum 8,200 Mhab (20 % pop) - 2,500 Mkm² pour 41,300 Mhab – d = 16,5 hab/Km² - pays très pauvre : 1/3 du nord désertique <i>Agriculture : 39,2 % du PIB</i> - importantes diversités climatiques d'où production agricole variée mais soumise aux aléas climatiques et sécheresse * coton pour 40 000T/an à l'exportation essentiellement * gomme arabique pour 40 000T soit 80 % du marché mondial * cultures vivrières (sorgho 4MT, blé 0,7 MT, millet 0,6 MT canne à sucre 6MT , arachide 1,2 MT</p> <p>- mais production agricole insuffisante pour les céréales Importations pour nourrir la population</p>	<p>- <i>Ressortissants Français</i> : 300 hab dont 200 à Khartoum</p> <p>-<i>Clients</i> : Chine (60 %), Arabie Saoudite (1 %) Japon (32 %), Emirats Arabes Unis 2,3 % Exportations vers France : 20M€ - <i>Fournisseurs</i> : Chine 25% Arabie Saoudite 8 % Emirats 6 %, Inde 6 % Importation de France : 110 M€</p>	<p>- le pétrole principale ressource : réserves 220 MT exploitation 20 MT/an représentant 73 % des ressources Relations privilégiées avec Chine, Malaisie, Inde et Pays Arabes</p> <p>- électricité d'origine thermique par le pétrole 800 MW et hydroélectrique (barrage des Roseires sur le Nil) mais importante variation de la production liée au débit du fleuve 300 MW</p> <p>- importants investissements étrangers : 2002 – 700 M\$ 2006- 3,5 Miards \$ - dette extérieure importante : 33,7 Miards \$ (2007)</p>
<p>6- SOMALIE: - Population : 3,5 Mhab - Pays très pauvre à vocation agricole: * élevage chameaux et bovins * pêche le long des côtes de l'océan Indien, mais non autosuffisante - population: 3,5 Mhab (2007) avec taux de chômage important supérieur à 15 %</p>	<p>- <i>Ressortissants Français:</i> - <i>Fournisseurs</i>: Singapour 17,3 %, Trinité Tobago 12 %, EU 11 %,Italie 11 %, Espagne 10 %, Turquie 5 % Allemagne 5 %</p>	<p>- exploitation des mines de sel (complément agriculture) - pétrole convoité par les grandes puissances qui négocient avec les Autorités locales - industrie représente 10 % du PIB (2005) - services: 25 % du PIB (2005)</p>

4- TCHAD :

- zone nord (50 % de la surface pour 5 % de la population Arabes islamisés venus du nord (marchands)
- zone centre (40 % de la surface pour 2,5 Mhab) avec 3 types d'ethnies : les sédentaires, les semi-sédentaires et les nomades
- zone sud (10 % de la surface pour 7 Mhab d'origine Chrétienne
- dualité religieuse : 50 % pop venus du nord Islamistes 30 % de Chrétiens venus du sud et 20 % Animistes
- nombreux dialectes pour chacune des ethnies avec Sous-groupes
- langue officielle: l'arabe depuis la constitution de 1993 (le français antérieurement depuis colonisation)
- Difficultés de communication à l'intérieur et à l'extérieur du pays
- forte croissance démographique avec SIDA (EV 47 ans)
- forte émigration vers la France et l'Italie

5- SOUDAN :

- Langue officielle : l'Arabe mais 2/3 de la population parle Anglais , 200 dialectes différents
- 2/3 de la population est islamisée, le reste soit 1/3 est Copte , Catholique ou Protestant
- * centre peuplé de Noirs 52 % : pop. arabisée et islamisée
- * centre-ouest peuplé de Noirs islamisés (Fours) et d'Arabes Pour 39 %
- * 1/3 du nord peuplé par les Béjas 6 % nomades islamisés et Partiellement islamisés de langue couchitique
- * sud spécifiquement Darfour

6- SOMALIE:

- Economie essentiellement basée sur l'agriculture (élevage) Représente 65 % du PIB (2005)
- importante croissance des secteurs du commerce, des Transports, de l'élevage, de la pêche

- Chef d'état : Idriss Déby Itno issu d'un coup d'état en 1990 mais réélu en 1996, 2001, 2006 avec 67,5 % des voix
- accord de Syrte d'aout 2007 pour organiser des élections
- soutien permanent du dialogue avec la France, l'UE et l'OIF (org. Pour la Francophonie)
- crise du Darfour complique les relations entre le Tchad et le Soudan : échec des tentatives de médiation mais amélioration Récente avec médiat. Lybio-qatariennes
- janv 2010: signature accords entre Soudan et Tchad pour mettre fin à tte présence rebelle sur son territoire
- aggravation de la situation humanitaire (350 000 réf. Soudanais et Centrafricains , déplacement de 20 000 réfugiés vers l'est)
- affrontements intercommunautaires

- importantes crises :
 - * 2 guerres civiles (1955-1972 et 1983-2005) protocole de paix de Machakos avec large autonomie au sud, non application de la Charia, partage des richesses
- crise du Darfour: conséquences sécuritaires et humanitaires Crimes contre l'humanité devant Cour Pénale Internat.
- * 2007 : opération « AMIS » au Darfour
- * 2008 : Anjouan
- Intervention des forces armées Tansaniennes et Soudaniennes

- importantes difficultés de distribution de l'énergie électrique 30 % de la population desservie
- Importants investissements en cours :
 - * barrage sur la 4 eme cataracte objectif 1250 Mw
 - * barrage sur la 2 eme cataracte objectif 300 Mw (financement par la Chine)

- Guerre civile depuis les années 1990
- insécurité intérieure et groupuscules armés
- économie assistée par l'aide internationale et les rentrées de la diaspora (60 % du PIB en 2007)

- calendrier électoral fixé:
 - * élect. Législatives en nov 2010
 - * élect. Locales en dec 2010
 - * élect. Présidentielles en avril et juin 2011
- recensement démographique en 2009
- Etat sous administré faute de cadres
- conséquences guerre du Darfour au Soudan
- commission d'enquête sur événements de Fev 2008
- contexte géopolitique tchadien difficile créant instabilité
- non renouvellement du mandat de la MINURCAT

- Chef d'état: Omar Hassan al Béchir de la République du Soudan
- isolement dans les années 1990 car liens avec le terrorisme international
- ouverture depuis 2001- nouvelle politique des EU avec maintien des sanctions économiques et commerciales
- référendum d'autodétermination prévu en Janv 2011 dans le sud
- accord de paix conflit Etio-Erythréen en 2006
- 2009: accords de normalisation avec le Tchad
- normalisation des relations avec autre pays Arabes
- membre de l'UA, du COMESA, de l'IGAD, de la Ligue Arabe
- mise en cause du Pt Bachir contre avis UA
- population très pauvre difficile à contrôler
- actions de piraterie navale le long des côtes Somaliennes

Etat des lieux pour chaque pays du Sahel et des pays riverains -Page 6
Impact des crises intérieures et des conflits sur les intérêts de la France et de l'UE.

Données spatiales – agriculture -des Pays du Sahel et Subsahel concernés	Enjeux humains (usines, entreprises, ressortissants français et autres de l'UE	Enjeux industriels et énergétiques (pétrole, gaz naturel, minerais, prod. Spécifique, ...)
<p><u>6- ENSEMBLE DES PAYS DE L'ARC DE CRISE :</u> <i>Géographie physique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - surface totale voisine de 7,500 Mkm² pour une population de 86,300 Mhab soit une densité moyenne de 11,5 hab/Km² - zone Saharienne sud : <ul style="list-style-type: none"> * à l'ouest méridien d'Alger : Sahara basses altitudes (600 m * à l'est jusqu'au Nil ; Sahara des altitudes élevées: massifs du Hoggar, Tibesti, Ennedi, Darfour * au nord du Tibesti et Ennedi, plaines et plateaux Lybio-Egyptien - zone Sahélienne : (relief uniforme et massif) <ul style="list-style-type: none"> * le centre des plateaux avec 3 cuvettes (Sénégal, Moyen Niger et Tchad) * les massifs du nord avec dunes (Adrar Mauritanien et Iforas l'Air massif 1875 m près Hoggar - voies de communication orientées nord-sud et est-ouest : <ul style="list-style-type: none"> * itinéraire Mauritanien par Colombécharde vers Nonadhibou (port atlantique) + voie ferrée en parallèle depuis zouerate * axe central de Tenezrouft vers Gao (Niger) * axe du Hoggar de Elgoléah vers Zinder (Niger) * axe frontière Lybienne reliant la Lybie au Tchad * itinéraire est-ouest du Darfour via El-Fasher (Soudan) et Abèche (Tchad) : prolonge la voie ferrée vers Port Soudan sur L'Océan Indien * débouchés vers les pays situés au sud <i>Population du Sahel :</i> - 80 % de la population réside dans les grandes villes - nombreux artisans et entrepreneurs sans cadre juridique - population ingénieuse avec bcp d'imagination , capable d'utiliser les moyens de communication les plus sophistiqués ... - difficultés à produire du capital liées à l'absence de cadre ... - problèmes fondamentaux de la propriété : <ul style="list-style-type: none"> * pas de cadastre ni de titre de propriété associé * pas de baux ruraux ni urbains * des entreprises mais pas de registre de commerce ni de règle d'où travail sans cadre qui devient la règle * constructions incontrôlées sans titre ni règle de construction * argent en circulation avec système bancaire dirigé 	<ul style="list-style-type: none"> - Passé colonial de la France à l'origine du concept RECAMP qui constitue un outil militaire de l'UA pour les opérations de maintien de la paix au Sahel - présence d'intérêts solides et humains de la France au Sénégal, au Tchad, en Mauritanie, au Niger, au Mali ... qui sont l'objet de nombreuses convoitises par Al-Quaïda et la Chine (voir page suivantes stratégie et mode d'action) - voir pour chacun des 6 pays du Sahel constituant l'Arc de Crise 	<ul style="list-style-type: none"> - voir pour chacun des pays constituant l'arc de crise <p style="text-align: center;">Mauritanie Mali Niger Tchad Soudan Somalie</p>

6- ENSEMBLE DE L'ARC DE CRISE :

- Genèse après les indépendances (années 1960) d'organisations interétatiques pour coordonner les actions dans les pays aricains :

- Ambitions d'AL-Quaïda et stratégie pour contrer les Intérêts de la France, de l'UE et des autres pays du monde

Objectif:: créer un « Califat » (pouvoircentralisé unifiant les peuples arabes) sur l'ensemble de la zone du Sahel

- Complicité Al-Quaïda – Chine :

* événements du Niger en 2010 : enlèvement de 5 Français du groupe Areva pour exploitation mines UR
* 18 fev 2010 : gouvernement du Niger renversé par junte par coup d'état condamné par France et EU : Salon Djibo présid.

- Ambitions de la Chine sur les matières premières et ressources énergétiques des pays du Sahel
- présence de la Chine depuis 2008:
* intéressés par le pétrole et mat. premières: pétrole Tchadien convoité: exploitation par consortium Exxon-Mobil-Chevro-Pétronas,
* stratégie : renverser le pouvoir (Idriss-Deby)
* rebelles tchadien armés par le Soudan
* offensive janv. Fev. 2008 : rebels vers Djaména mais protection de la France

- Union Africaine (UA) a/c 2002 (remplaçant l'OUA 1963 à 2002):
* 1999 :déclaration de Syrte (Lybie) – Kadhafi moteur
 , regroupe 53 pays dont ceux du Sahel avec org. calquée sur UE (commissions, Parlement Panafricain, Conseil de la paix et de sécurité, Banque centrale africaine
 , Présidents de UA élus pour 1 an actuellement
Biagu Wa Mutlarica (Malawi) avec Commission paix présidée par Dr Jean Ping (Gabon)
 , principe de non ingérence et d'intangibilité des frontières
 , intervention d'armées nationales africaines- mandat UA
* Convention de 1999 pour la lutte contre le terrorisme:
 , juin 2000 : Loi structurelle claire d'interdiction de paiement des rançons (idem ONU 1904)
 , conf UA juin 2001 à Dakar
 , plan d'action de 2002 sur prévention du terrorisme
 , juillet 2004 : protocole UA de lutte contre le terrorisme
 , avril 2008 : séminaire du CAERT
 , juillet 2009 : conférence de Syrte rappel interdisant le paiement des rançons ...

* 2001 : Création du Comité de l'ONU contre le terrorisme (résol 1373 du Conseil de Sécurité: assistance technique aux Etats
* sept. 2010 : intervention armée en Mauritanie sur AQMI contre le terrorisme islamique
* intervention ONU en Afrique en Cote d'Ivoire, Congo, Libéria, Sierra Léone
- les Islamistes disposent de troupes organisées en Mauritanie, au Niger, au Mali, au sud de l'Algérie, au nord du Tchad avec contrôle de la Somalie et états aliés : le Soudan islamiste, l'Erythrée instable
- obstacle au Califat :présence de la France au Tchad (1 100 Soldats et des avions de combat)

- Stratégie de la Chine:

* aider au développement des pays en échange de matières premières sans interférer sur la politique des états

* imigration massive en Afrique:

 , Algérie et Soudan de 10 à 50 000 Chinois
 , Ethiopie de 3 à 10 000 Chinois
 , Niger et Tchad env. 3 000 Chinois

* investissements massif en Afrique:

 , Soudan : 5 Miards \$
 , dans les mines : Mali et Niger
 , Constructions : Niger, Tchad
 , Pétrole : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Soudan Ethiop

* échanges importants : 100 Miards \$ /an

- Coopération du Japon et de la Corée : aide au développement

- Organisations peu efficaces :

* plus de 100 coups d'états depuis 1960
* coordination des actions embryonnaires
* antagonismes internes à l'UA
* lutte contre le terrorisme peu relayée par les pays membres préoccupés par d'autres actions
* doutes sur la stratégie de l'UA

* 2010: assassinat de M. Germaneau par AQMI et attentatde Kampala (76 morts) – Rappel UA pas de paiement de Rançon
* oct. 2010 : G8 + 7 pays du Sahel : création du groupe d'action antiterroriste mais ... boycott de l'Algérie
* CAERT basé à Alger : Francisco Caetano Nageira chargé de coopération antiterroriste
* Comité peu actif:: intensification des échanges de données et coordination

- 35 000 hommes dont 2/3 Casques Bleus

- lutte contre le terrorisme avec les EU au Magreb : dimension planétaire
* Juin 2007: lutte contre les réseaux d'Al-Quaïda avec aide logistique aux petits états pour sécurise les sourcesd'approvisionnement

* lutte associée contre l'égémonie de la Chine
- Oct. 2010 : Stratégie européenne sur le Sahel
Objectif : Sécuriser les échanges avec le Niger, la Mauritanie et le Mali

- aider au développement par l'envoi d'experts pour l'administration et la justice notamment par l'instruction des douaniers et de la police. (réticence de la Grande Bretagne et de L'Allemagne ...)
- technique identique à la Chine

- 1- Identifier analyser les risques de conflits ou de crise et leurs faits générateurs,*
- 2- Analyser les forces et les faiblesses des moyens mis en place pour régler les conflits (organisation, moyens militaires, coordination internationale, etc ...)*

Points forts / opportunités

(analyse pour chacun des points identifiés des forces au regard des intérêts de la France et des autres pays de l'UE)

Points faibles / menaces -Page 9

(analyse pour chacun des points identifiés des faiblesses au regard des Intérêts de la France et des autres pays de l'UE.)

1- Géographie physique et humaine:

- Présence entre les vastes plateaux et les massifs montagneux de 3 cuvettes riches et de lacs (fleuve Sénégal, Moyen Niger, Tchad) permettant l'agriculture ou la pêche et employant près de 80 % des populations, mais productions insuffisantes ou destinées à l'exportation,

- Solide présence Française au Sénégal, au Tchad, en Mauritanie, au Niger et au Mali mais forte convoitise en particulier par la Chine et menaces d' Al-Quaïda ...

-Existence de voies de communication orientées Est-Ouest, mal entretenues et de nature hétérogène, reliant les Etats entre eux vers les ports de l'Atlantique d'une part et une voie du Darfour vers le Soudan et le Tchad prolongeant la voie ferrée vers Port Soudan côté Océan Indien,

- Existence d'une voie ferrée Est-Ouest en Mauritanie depuis Zouérate jusqu'à Nonadhibou (port Atlantique),

- Existence de 3 axes principaux Nord-Sud : axe central vers Gao (Niger), axe du Hoggar vers Zinder (Niger), axe frontière Lybienne reliant la Lybie au Tchad favorisant les échanges vers les pays et les ports situés au sud Sahel,

- Importants programmes d'investissements routiers par la Chine en échange de minerais et ressources énergétiques,

- Populations ingénieuses avec beaucoup d'imagination, favorisant les réseaux et systèmes internes et non conventionnels de survie, capable notamment d'utiliser les moyens de communication les plus évolués,

- Révolution des Pays du nord-Sahel en marche vers la démocratie (Tunisie, Egypte, Algérie, Lybie, ...)

Objectif: chasser les pouvoirs totalitaires et la corruption

- Vastes étendues pratiquement désertiques (St 7,5 Mkm²) rendant la zone incontrôlable et offrant toutes les possibilités de déplacements discrets pour des bandes rebelles armées,

- Agriculture non autosuffisante nécessitant des importations importantes au prix fort de produits de base des pays voisins d'Afrique ou de l'Europe ou d'autres pays du monde:

famines fréquentes lorsque la sécheresse persiste en zones agricoles,
- Faible densité de population (86,3 Mhab avec dens. moy. De 11,5 hab/Km²), reliefs de plateaux et de massifs montagneux, favorisant l'implantation de zones refuges et de non droit,

- Immensité des villes créant la promiscuité, favorisant la pauvreté, le chômage et engendrant la violence, les conflits sociaux, les oppositions entre les riches et les pauvres, les trafics de tous ordres et l'éclosion de régimes et d'organisations maffieuses,

- Faible densité des voies de communication en zones pratiquement désertiques, difficilement contrôlables par les états,

- Facilités pour les organisations terroristes (AQMI en particulier) d'organiser des prises d'otages,

- Forte croissance démographique supérieure à 2 % (moy mondiale 1,2 %) malgré forte mortalité infantile et maternelle et le SIDA omniprésent surtout au Tchad,

- Forte dualité religieuse dominée par l'Islam: 2/3 Maures en Mauritanie avec courants différents, activisme religieux, 94 % au Mali, 95 % au Niger, 2/3 au Soudan, 50 % au Tchad venus du Nord s'opposant à 30 % de Chrétiens venus du Sud et 20 % Animistes,

- Pluralité de langues nationales et de dialectes en particulier au Tchad et au Soudan limitant le développement , les échanges économiques et in fine la constitution de « nations » ...

- La misère, la pauvreté, la malnutrition (voir les famines), le sous-développement de façon générale favorisent l'émigration massive, régulière ou non, des populations vers les autres pays du Sud Sahel plus riches, l'Europe et la France en particulier.

- Amplification des arrivées sur le territoire européen, communautarisme et déstabilisation du corps social, substitution de populations

- Extension vers le sud des révolutions arabo-musulmanes entraînant une déstabilisation des Etats, de nouveaux conflits et l'arrêt ou le détournement des aides et des programmes de développement

- Propagande anti-Française développée par des mouvements extrémistes soutenus en sous-main par des acteurs étrangers ...

Points forts / opportunités

(analyse pour chacun des points identifiés des forces au regard des intérêts de la France et des autres pays de l'UE)

Points faibles / menaces -Page 10

(analyse pour chacun des points identifiés des faiblesses au regard des Intérêts de la France et des autres pays de l'UE.)

2- Géographie politique et économique:

- Genèse dans les années 1960, après les indépendances, d'organisations interétatiques destinées à coordonner les actions dans les pays africains:

* Union Africaine (UA) a/c 2002 (ex OUA) avec Présidents élus pour 1 an et Commission Pour la Paix reposant sur les principes de non ingérence et d'intangibilité des frontières, regroupant 53 pays dont ceux du Sahel selon organisation calquée sur celle de l'UE: interventions armées sur mandats par forces nationales africaines, convention de 1999 pour la lutte contre le terrorisme et rappel lors de la conférence de Syrte (Lybie) du principe de non paiement des rançons lors d'enlèvements,

* Création en oct 2010 par le G8 + 7 pays du Sahel, du Groupe d'Action Antiterroriste: le CAERT basé à Alger avec coordonnateur,

* Présence civile et militaire de la France au Tchad évitant le « Califat »

* Création de la nouvelle stratégie de développement de l'Afrique (NEPAD) depuis 2000 Initiée par les pays africains eux-mêmes (système TICAD avec le Japon, ...)

- Existence du concept RECAMP qui constitue un outil embryonnaire de Union Africaine (UA) pour les opérations de maintien de la paix au Sahel,

- intervention directe de l'ONU en Côte d'Ivoire, au Congo, au Libéria, en Sierra-Léone, (35 000 h dont 2/3 de Casques Bleu)

- Ressources minières et énergétiques du sous-sol importantes mais pas toujours avec enjeux majeurs sur l'économie de la France et des autres pays européens (diversification des sources) :

* uranium au Niger

* pétrole au Tchad, au Soudan, en Mauritanie et au Mali

* minerais de fer et or en Mauritanie

* or au Mali (3^{ème} prod en Afrique)

* électricité thermique au Soudan et au Tchad et hydroélectricité au Soudan

- Stratégie de la Chine d'aide au développement des pays en échange de matières premières sans interférer sur la politique des états aidés:

* immigration massive des Chinois en Afrique (10 à 50 000 en Algérie et au Soudan, 3 à 10 000 en Ethiopie, 3 000 au Niger et au Tchad, ...)

* investissements massifs en Afrique (mines du Niger et Mali, immobilier au Niger et Tchad, pétrole en Mauritanie, Mali, Niger, Tchad, Soudan, Ethiopie, ... échanges importants pour 100 Miards \$/an

- Coopération importante du Japon (système TICAD) et de la Corée pour l'aide au développement selon technique identique à celle de la Chine, dans le cadre du NEPAD

- Organisations peu efficaces :

* plus de 100 coups d'état depuis 1960

* coordination des actions embryonnaires

* antagonismes internes à l'UA

* lutte contre le terrorisme peu relayée par les pays membres préoccupés par d'autres priorités ...

* doutes sur la stratégie de l'UA

- Ambitions d'AL-Quaïda et stratégie pour contrer les Intérêts de la France, de l'UE et des autres pays du monde

Objectif: créer un « Califat » sur l'ensemble de la zone du Sahel

- les Islamistes disposent de groupes organisés en Mauritanie, au Niger, au Mali, au sud de l'Algérie, au nord du Tchad - contrôle de la Somalie par organisations mafieuses

- Enlèvement des ressortissants Européens, demandes de rançons, ingérence dans les affaires intérieures (lois sur la laïcité) et la politique diplomatique des Etats (la France est plus particulièrement visée par AQMI qui la menace de perpétrer des attentats sur le territoire national.

- Commerce juteux de la drogue et des armes favorisé par la grande pauvreté et l'absence de contrôles de la zone: trafic des stupéfiants venus d'Afrique du Sud ou des Amériques et destinés aux pays européens .

- Réduction de l'accès de la France et des autres pays de l'UE aux ressources stratégiques (uranium, pétrole, fer)

- Apparition de nouveaux acteurs intrusifs auprès des gouvernements des pays du Sahel tels la Chine, le Japon, les EU, ...) entraînant une influence moindre au niveau du Conseil de Sécurité

- Convoitise de la Chine pour les ressources du sol et du sous-sol:

*stratégie: renverser le pouvoir en place

* rebelles Tchadiens armés par le Soudan

- Dépendance financière et politique des pays du Sahel concernés ...

3- Interdépendance économique avec les pays du Sahel:

- Mauritanie:** - fournisseurs : France 23,5 %, Espagne 8,4 %, Pays Bas 9 %, Chine 54,5 %
- Le Mali:** - fournisseurs: Côte d'Ivoire, Sénégal, Chine et France
- Le Niger:** - fournisseurs: France, EU, Côte d'Ivoire, Chine et Japon
- Le Tchad:** - fournisseurs: France, Cameroun, EU et Chine
France 1er bailleur de fonds, projet de raffinerie de Djermaya,
- prospection Mongo, construction pipe-line 300 Km avec la Chine,
- assistance à l'éducation, la santé, l'assainissement, la gouvernance
- Le Soudan:** - fournisseurs: Chine 25 %, Arabie Séoudite 8% , Emirats 6 %, Inde 6 % - importations françaises pour 110 M€

- ressortissants Français: 2100 hab, émigrés 12 500 hab
- Clients: Chine 54,5 %, France 14,3 %, Espagne 9,8 %, Italie 9,6 %
dépendance partielle de l'UE pour 10 MT/an de minerai de fer
- Ressortissants Français: 4 300 hab, 80 000 émigrés dont 48 000 sans papiers
- Risques d'enlèvements des touristes des pays de l'UE (manque d'infrastructures routières)
- Ressortissants Français: 1 550 hab et 2 000 émigrés
- Clients: la France, Japon, Suisse, Nigéria, EU (uranium – dépendance partielle)
- Ressortissants Français: 1 250 hab et 950 soldats (Epervier 2010)émigrés 2 000 hab
- Clients EU, Corée du Sud, Portugal
- Groupes Français implantés: Total, Orange,
- Endettement important (emprunt FED: 311 Miards € de 2008 à 2013)
- ressortissants Français: 300 hab dont 200 à Kartoum
- Clients: Chine 60 %, Japon 32 %, Emirats 3 %
- investissements importants: 4 Miards \$ avec dette extérieure 34 Miards \$ en 2007

Orientations générales et objectifs

Orientations générales

Orientations particulières

1- Proposer la mise en oeuvre d'organisations de prévention et de régulation des crises (et/ou d'amélioration des organisations existantes)

2- Proposer des mesures spécifiques au niveau Français et des autres pays de l'UE pour suppléer les effets des crises du Sahel et du Subsahel (intérêts vitaux, stratégiques, ressortissants Français, etc ...)

Plan d'action pour la France et/ou l' Union Européenne

Recommandations aux plans diplomatique, économique et militaire. -Page 12

1- Intensifier l'assistance à la bonne gouvernance en vue du renforcement des institutions et de la résolution des conflits internes,

2- Poursuivre et intensifier la lutte contre le terrorisme islamique en coopération avec les Etats du Sahel dans le cadre du Comité de Lutte contre le Terrorisme (CAERT), de L'Union Africaine (UA) et du Comité contre le Terrorisme de l'ONU:

- prendre des mesures préventives pour protéger les ressortissants européens,*
- assurer la coordination des politiques des états européens en réponse à des enlèvements,*
- poursuivre la mise en place des dispositifs d'observation et de repérage des mouvements suspects en zones désertiques ou de « non droit » des pays du Sahel touchés par AQMI ou les autres organisations terroristes, identifier les bases arrières des terroristes et leurs complicités locales,*
- dans le cadre de l'Union Africaine (UA), aider les pays concernés, à éradiquer les foyers terroristes identifiés , à supprimer leurs ressources et leurs moyens d'action (rançons, drogue, armes, ...),*
- réexaminer les priorités de défense notamment par rapport à l'Afghanistan,*

3- Intensifier les programmes de développement agricoles locaux tendant à assurer la sécurité alimentaire des Pays du Sahel :

- lutter contre la désertification, augmenter les rendements agricoles et les pratiques de l'irrigation dans les zones de cultures traditionnelles,*
- intensifier la recherche dans les domaines de l'élevage et de la lutte contre la déforestation,*
- améliorer l'accès à l'eau des populations défavorisées, gérer la ressource aux plans quantitatif et qualitatif (stockage, assainissement, ..)*
- gérer durablement les ressources naturelles et la protection de l'environnement par la préservation de la diversité biologique terrestre et une gestion concertée des ressources maritimes ou aquatiques (pêcheries organisées suivant le modèle italien, pêche organisée en coopératives, ...)*

4- Intensifier l'aide au développement économique ciblé des Pays du Sahel dans le but d'enrayer le départ des habitants et de leur offrir un avenir sur place, ce qui limiterait ainsi l'immigration clandestine et les trafics de tous genres:

- réexaminer les politiques européennes d'aide au développement, leur financement en assurant le contrôle de l'utilisation des fonds...*
- calquer l'aide aux Pays du Sahel sur le canevas du NEPAD en y adjoignant un volet de contrôle de l'efficience des aides,*
- favoriser le développement les petites et moyennes entreprises, les services d'appui logistiques, les partenariats avec les entreprises européennes et enfin les partenariats public-privé pour la réalisation des infrastructures liées aux transports, à l'énergie, à l'eau , à l'assainissement, à l'information,*

5- Favoriser l'enseignement dans la langue d'origine des populations (conserver les racines nécessaires au développement et à l'unité des peuples) avec incitation à l'apprentissage d'une langue complémentaire commune (Français , Anglais, ...) nécessaire à la communication et aux échanges avec le monde extérieur :

- intensifier les programmes d'aide et d'éducation sanitaire des populations sédentaires afin de lutter contre la mortalité infantile, la malnutrition, les maladies transmissibles et en particulier le SIDA, la surpopulation et la pauvreté en général,*
- intensifier les programmes d'assistance à l'éducation, de l'ensemble des classes sociales, aider à la recherche (réseau africain de centres de recherches et d'innovations technologiques), à l'enseignement supérieur et au développement des réseaux numériques,*
- favoriser le développement d'une classe moyenne instruite nécessaire à la volonté d'émancipation des peuples, à l'éclosion progressive de la démocratie, à la lutte contre les fanatismes religieux et à la création d'identités culturelles nationales,*

6- Veiller à lutter contre la dépendance partielle de la France et des autres pays de l'Union Européenne :

- en diversifiant les sources d'approvisionnement en matières premières stratégiques (uranium du Niger, minerai de fer de Mauritanie, ...),*
- en investissant massivement dans la partie sud du Soudan afin de protéger les intérêts de la France et de l'UE , en particulier au sud du Soudan, au Tchad et en République Centre Africaine (RCA).*

Méthode de résolution de problèmes complexes dite du « trident » (MRT)

EXPOSE SYNTHETIQUE DE LA METHODE

Enseignée dans les grandes écoles, elle porte le nom de « Trident » ou de « Méthode de Raisonnement Tactique » dans les Forces Armées et dans les Services d'Incendie et de Secours. Elle demeure un outil puissant de décision et de management utilisé principalement dans le cadre de l'Analyse Stratégique préalable aux démarches qualité ou comme modèle décisionnel: elle débouche sur un plan d'action opérationnel.

Elle repose sur le principe d'une double itération dont la première résulte du croisement de chacun des éléments de l'état des lieux avec les effets à obtenir: elle permet de faire apparaître les points forts (opportunités) et les points faibles (menaces) suivant le modèle organisationnel classique (organisation, moyens, management, formation, information, ...).

La deuxième itération repose sur le croisement de chacun des points forts et faibles ci-dessus avec les orientations (ou axes) stratégiques que l'on se fixe pour l'étude considérée: elle conduit à une accentuation des points forts (si nécessaire) et à une résolution des points faibles.

La synthèse heuristique de ces éléments, suivant le modèle organisationnel précité, constitue le plan d'action recherché, ces actions pouvant être déclinées en sous-actions et en objectifs.

Présentation: Régis HARDY

08/12/2010

Grandes écoles
(Polytechnique, etc ...)

Forces armées
(trois armes)

Service d'incendie
et de secours

Méthode du
TRIDENT

Méthode de
raisonnement
tactique (MRT)

**METHODE DE
RESOLUTION DE
PROBLEMES COMPLEXES**

Outils puissant de management:

- mise à plat événementielle
- plan d'action décisionnel

Analyse stratégique:

- préalable à une procédure QSE
- modèle décisionnel

**Plan d'action
opérationnel**

Contraintes administratives,
réglementaires, juridiques, autres

Concurrence, opportunités, conflits
obligations

Clients

Fournisseurs

Savoir faire

Méthodes de
travail

Acteurs et partenaires

Etat des lieux
(*existant*)

Potentialités humaines,
matérielles et financières

X

Effets à obtenir
(*actuellement*)

Croisement potentialités, ressources, contraintes,
conflits, etc ... avec les « effets à obtenir »

Points forts
(opportunités)

Points faibles
(menaces)

Analyse critique de la situation
(synthèse heuristique)

Orientations stratégiques

Institutionnelles
Juridiques
Financières

Axes stratégiques.
(stratégie
opérationnelle)

Orientations générales

Orientations spécifiques

Axes stratégiques

X

Croisement de l'analyse critique (forces et faiblesses)
Avec les Orientations stratégiques

Accentuation des points forts

Résolution des points faibles

PLAN D'ACTION (Objectifs opérationnels)

- moyens

- logistique

- formations

- organisation

Genèse et caractéristiques d'AQMI

Issu d'une scission au sein du Groupe Islamique Armé (GIA) en date du 16 septembre 1998, le GSPC (Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat) change officiellement de nom le 24 janvier 2007 et devient Al-Qaïda au Maghreb Islamique. Comment s'est opérée cette mutation et que signifie-t-elle ?

Le GIA est une organisation armée dont le but est de renverser le gouvernement algérien pour le remplacer par un État islamique. Il se lance dans une lutte armée violente en 1992 après l'arrêt du processus électoral qui devait assurer la victoire du FIS. Le premier dirigeant ou émir fut Abou Abd Ahmed et le dernier sera Chaâbane Younès dit Lyès tué en décembre 2004.

La transformation du GIA en GSPC résulte de fortes tensions internes entre factions rivales opposées sur des questions doctrinales : par exemple, faut-il punir l'ensemble du peuple algérien de ne pas approuver le projet islamiste? C'était la position de l'émir national du GIA Antar Zouabri [1996-2002] qui justifie ainsi les massacres de la population civile. L'évolution du contexte joua également un grand rôle : le succès de l'action anti-terroriste de l'État algérien en infiltrant les maquis poussa ces derniers à s'entredéchirer. Par ailleurs, la branche armée du FIS, l' AIS, appelle à la trêve en octobre 1997.

Aussi, est-il logique que l'acte de naissance du GSPC le 16 septembre 1998 soit sous forme d'un communiqué intitulé « communiqué de l'unification ». Le premier émir sera Hassab Hattab¹, ancien émir du GIA en Kabylie. L'objectif est d'unifier les divers groupes d'islamistes algériens de la mouvance salafiste jihadiste et de donner au mouvement une ligne d'action claire. Les musulmans doivent être sensibilisés par la prédication au devoir de jihad, le régime en place qualifié de « renégat » doit être combattu pour être remplacé par le règne de la loi islamique. Au-delà de la lutte armée en Algérie, une dimension internationale apparaît avec la volonté de combattre des idées étrangères impies comme la laïcité, la démocratie, le communisme, la franc-maçonnerie etc. Dès la naissance se dessine cette volonté de se placer dans le sillage de Ben Laden défini le 23 février 1998 comme un « jihad contre les Juifs et les croisés », mais pendant plusieurs années le champ d'action du GSPC se cantonnera à la Kabylie

Ce sont les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Irak lancée par le Président Bush qui vont relancer la question lancinante chez les terroristes algériens : faut-il se contenter de la lutte sur le seul sol algérien, y compris avec quelques essais au sud contre l'État et les intérêts étrangers, ou faut-il étendre l'action à l'étranger. C'est cette dernière posture qui l'emportera à partir de l'été 2003 avec l'homme qui ne cessait de monter dans la hiérarchie, Abdelmalek Droukdel. Les problématiques régionales (au sens du Maghreb) voire internationales vont progressivement l'emporter sur les seules problématiques nationales algériennes au fil des communiqués du GSPC.

Ce sont les trois grands jihad, afghan [contre les Soviétiques dans les années 80], tchétchène et irakien qui ont créé l'opportunité et les moyens au GSPC de devenir AQMI.

1 Cet ancien officier des forces spéciales prend le maquis suite au coup d'État de l'armée algérienne en janvier 1992. De 93 à 96 il est membre du GIA puis participe à la fondation du GSPC. Il en démissionne en 2004, condamne les attentats suicides d'avril 2007. Il accepte la politique de réconciliation nationale du Président Bouteflika et se rend aux autorités en septembre 2007. Il est depuis en prison.

Ce changement d'horizon, qui mènera à la création d'AQMI, s'est opéré en trois étapes :

- afin d'entrer en contact avec les réseaux d'Al-Qaïda, le GSPC va se rapprocher des combattants arabes du jihad tchéchène qui serviront d'intermédiaires. Dans les années 90, les luttes pour l'indépendance de la Tchétchénie mêlent des islamo-nationalistes et des jihadistes venus de divers pays musulmans dont ceux du Maghreb. La Tchétchénie sert alors de relais pour les premiers guerriers algériens partis en Afghanistan dans les années 80 lutter contre les Soviétiques. Ces Algériens que l'on surnomme désormais les « Afghans ² », soit retournent au pays, désœuvrés, entraînent derrière eux des jeunes sans travail et sans idéal, et entrent en guérilla, soit, poursuivent leur jihad en Tchétchénie. Le leader de ces « Arabes » en Tchétchénie, Abou Hafs est un homme clef à contacter : membre du Conseil militaire des Moudjahidines locaux et du premier cercle d'Al-Qaïda. Les bonnes relations entre les deux émirs, Abdelwadoud d'Algérie et Abou Hafs en Tchétchénie créèrent un premier rapprochement.
- Le GSPC se met au service de la branche irakienne d'Al-Qaïda afin, à la fois de bénéficier de son prestige, de son savoir-faire, et pour signifier une volonté de se placer dans un jihad mondialisé. Là encore, ce sont des « Afghans » algériens passés directement du front afghan, ou plus précisément du Waziristan pakistanais, zone tribale refuge pour le jihadistes, au théâtre irakien (province d'Al-Anbar le long de l'Euphrate). Le contact établi avec Al-Zarqawi émir «d'Al-Qaïda au Pays des deux Fleuves » va déclencher un long processus qui aboutira à l'allégeance des jihadistes algériens à Al-Qaïda. La demande est formulée dès septembre 2005 mais n'aboutira qu'en septembre 2006³, pour n'être rendue publique que le 24 janvier 2007. Pendant ce temps, le GSPC doit faire ses preuves, pour cela, il recrute et entraîne des candidats au jihad pour le compte des « frères irakiens ».
- Ce fut le travail d'Abou Moussab Abdelwadoud [nom de guerre de Droukdel], de fédérer tous les groupes salafistes jihadistes algériens derrière un nouveau projet commun, purement « qaïdiste », où l'objectif du combat n'est plus la seule instauration d'un État islamique en Algérie, mais l'union de l' « Oumma », de toute la communauté mondiale musulmane en un seul État. **La cible première du jihad devient l' « ennemi lointain », à savoir l'occident.** Les actions vont localement s'orienter vers l' « extérieur », c'est-à-dire, hors peuple algérien: contre la présence étrangère au Sahel : entreprises, rallyes, touristes..., en tentant d'isoler le pouvoir algérien de la population civile (un pouvoir montré comme suppôt de l'étranger agissant contre les intérêts du peuple).

2 Ces « Afghans », un millier de jeunes hommes environ, ont commencé leur parcours en 1986 dans un pays qui ne propose rien à sa jeunesse. Partis pour le petit pèlerinage à la Mecque, pris en main par la Ligue Islamique Mondiale et financés par l'Arabie, ils se retrouveront dans un camp d'entraînement à Peshawar et pour certains dans les montagnes afghanes. Ce prestige et le fait d'avoir raison en refusant un système électoral (arrêt des élections en 92) leur confèrent une grande aura auprès de la jeunesse.

3 Communiqué du GSPC le 13 septembre 2006 « Grâce à la seule bénédiction d'Allah et après des tractations et des discussions intenses qui ont duré près d'un an, nous sommes heureux d'annoncer à la nation musulmane et à nos frères musulmans à l'est et à l'ouest, la grande nouvelle que les Moudjahidines ont tant attendue, une nouvelle qui réjouira les Musulmans et attristera les mécréants et leurs suppôts parmi les renégats, c'est la nouvelle du ralliement du Groupe salafistes pour la Prédication et le Combat à l'Organisation d'Al-Qaïda pour le jihad. Nous avons tous prêté allégeance, aussi bien les chefs que les soldats, au cheikh Moudjahid et à l'homme pieux, Abou Abdallah Oussama Ben Laden, qu'Allah le protège. »

Ainsi donc, ce n'est pas Al-Qaïda qui a cherché à recruter et à convaincre les jihadistes algériens, au contraire, la demande et l'effort pour y parvenir viennent entièrement d'eux. Cela permet une nouvelle légitimité, un nouveau prestige pour une organisation qui s'étiolait face à un certain succès de la répression ou de la politique de réconciliation. L'action consistant à viser les populations et l'État algérien ne suscitait plus assez de vocations. Il fallait changer, il fallait s'étendre, notamment la « 9e région » du GSPC dont dépendait déjà le Sahel, était à court d'appui logistique et de financement. Du côté Ben Laden, c'était l'occasion d'avoir une influence sur cette partie du monde musulman où elle était jusque là absente.

Ce qui change avec cette nouvelle appellation à partir de 2007 .

La nouvelle appellation, en premier, témoigne d'un choix déjà bien orienté. Si en français, l'abréviation usuelle d'AQMI est admise pour « Al-Qaïda au Maghreb Islamique » [à l'identique en anglais avec AQIM pour « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb »], elle ne rend que très imparfaitement l'expression arabe : « *Tanzim Al-Qâ'ida bi-Bilâd Al-Maghrib Al-Islâmi* », littéralement : « **Organisation d 'Al-Qaïda au Pays du Maghreb islamique** », une abréviation fidèle à l'expression originale serait OAQPMI . Cette nouvelle appellation est réfléchie, discutée et donnée « sur ordre de ben Laden » affirme le communiqué de 2007.

L'expression arabe appelle quelques commentaires significatifs. Maghreb ici désigne un seul espace au-delà du découpage en États issus de la période coloniale et considérés comme une anomalie par les jihadistes. Cette unité maghrébine est justifiée par le glorieux passé de la dynastie almohade qui dominait l'espace Espagne – Maghreb aux XIIe et XIIIe siècles. La Giralda de Séville (minaret de 1184) n'est-elle de même style et de même époque que la Tour Hassan de Rabat ou la Koutoubia de Marrakech ?

Cette nouvelle branche d'Al-Qaïda est ainsi la quatrième du groupe après celles d'Arabie, d'Irak et d'Afghanistan.

Un des enjeux est alors l'unité, tant organisationnelle que territoriale.

- la nouveauté pousse à l'**unification des différents groupes salafistes jihadistes du grand Maghreb**, et ce malgré les vieilles réticences des Algériens à l'égard des autres, Marocains notamment. En fait, le terrain d'entente avait été préparé par ce travail mené en commun en faveur du jihad irakien depuis 2004. Les divers mouvements ont donc accepté de se mettre sous la houlette du GSPC algérien, le groupe le mieux préparé pour entrer en allégeance au mouvement de Ben Laden. Ainsi, dans la nouvelle AQMI, se retrouvent, outre le GSPC qui en constitue le noyau, le GICM⁴ marocain, le GICL libyen, le GICT Tunisien ainsi que de petits groupes issus des pays du Sahel (Niger, Mali, Mauritanie). Il faut donc bien comprendre qu' AQMI n'est pas la simple continuation du GSPC algérien sous un nouveau nom
- C'est désormais l'**umma musulmane** (l'ensemble formé par les fidèles musulmans) qui compte et non le morcellement en États, en pseudo-nations opposées entre elles,

4 Le GICM ou Groupe Islamique Combattant Marocain est soupçonné d'être à l'origine des attentats de Casablanca en mai 2003 et de Madrid en mars 2004. Son leader, *Abdelkrim al-Medjati* s'est proclamé émir pour le Maghreb et l'Europe . Le mouvement recrute en partie en France où un procès a été intenté en 2007 contre 8 militants présumés. Le 11 juillet ils ont été condamnés à des peines de prisons sans que l'on puisse prouver leur implication dans l'attentat de Casablanca. Ces prévenus avaient été soutenus par des partis de gauche [PCF,LDH et MRAD] le 12 mai 2007.

Algérie, Mauritanie, Maroc etc. Les frontières nationales, reliquat colonial, ne comptent plus. Ce grand espace Maghreb Sahel est censé devoir pour toujours être musulman à l'exclusion de toutes autres religions. Le nouveau discours rappelle à tout musulman son devoir de jihad et d'unité dans le combat.⁵ L'objectif politique est clair, il s'agit de recréer un « califat » qui aurait à terme autorité sur tous les musulmans. Cependant, nous devons considérer cela comme relevant plus d'une rhétorique incantatoire que d'une réalité opérationnelle immédiate, mais, on retrouve toujours ce souci de justifier théologiquement par le Coran. Cet État islamique escompté ne peut s'obtenir par les urnes (comme l'avait cru le FIS en Algérie ou d'autres islamistes dans certains États musulmans) mais par les armes, par le jihad seul. De ce point de vue, il y a un glissement doctrinal, du seul salafisme au seul jihadisme, doctrine de Ben Laden.

La nouvelle organisation comporte un commandement commun, situé en Kabylie avec **Droukdel**, sur tout cet espace lui-même divisé en cinq régions militaires. Celle qui couvre le sud algérien et le sahel a gardé l'ancien nom de « neuvième » sous le commandement de Yahia Djouadi alias **Yahia Abou Amar** Etiarti dit l'« Emir du Sahara »⁶. En panne d'influence tant en Afrique du Nord qu'en Europe, AQMI donne la priorité à sa branche saharienne.

Ce sont de petits effectifs, très mobiles, qui sillonnent la bande sahélienne. Sur un total qui ne doit guère dépassé un millier d'hommes, mis à part quelques dizaines de Mauritaniens, de Libyens, encore moins de Marocains, de Nigériens et de Maliens, l'essentiel des combattants est issu du GSPC d'Algérie.

Les hommes sont réunis en petites unités de base, les **katiba** (nom issu des compagnies légères de l'armée de Libération Nationale algérienne) de l'ordre d'une centaine de combattants, ou de sections [**seriya**] d'une trentaine seulement.

Ces katiba sont réparties sous deux commandements (deux brigades) : à l'ouest du Sahel⁷ avec Mokhtar Belmokhtar (Mauritanie, sud Algérie), et à l'est⁸ avec Abou Zeid du nord Mali au sud tunisien.

Les « cultures » sont un peu différentes, par exemple Abou Zeid, en pur jihadiste, n'hésite pas à exécuter ses otages, alors que Belmokhtar finit par les libérer (les 2 humanitaires espagnols en août 2010).

- **Mokhtar Belmokhtar** est un ancien d'Afghanistan, toujours nomade malgré sa richesse accumulée depuis de nombreuses années, c'est un homme indépendant de la hiérarchie mais indispensable. Aux attentats-suicides du nord (Kabylie) il préfère le contrôle (très « juteux ») des divers trafics du sahel, des armes, véhicules, cigarettes, drogues, migrations humaines, braquage, enlèvements etc. Avec cet argent c'est lui qui alimente l'ensemble en armées et véhicules.

5 « Il était indispensable que l'ancienne appellation de notre groupe cède la place à une nouvelle appellation qui montre la véracité de cette unification et la force de notre solidarité » Communiqué du GSPC en date du 24 janvier 2007.

6 Peu connu, de plus en plus le véritable émir du Sahara est Abou Zeid, mais ce dernier, qui se fait appelé Cheikh (le maître, le sage, signe de son ascension rapide dans la hiérarchie) n'en a pas encore le titre.

7 En décembre 2007, assassinat de 4 touristes français, l'attentat raté à Nouakchott en août 2009 contre les locaux de l'ambassade de France.

8 Mort d'un otage britannique en mai 2009, du français Michel Germaneau en juillet 2010. On ne sait pas si ce dernier est mort assassiné ou suite à sa maladie, contrairement à l'otage anglais qui lui est assassiné sur ordre d'Al-Qaïda central. Ce sont les otages d'Arlit à l'automne 2010

- Abou Zeid, lui n'a jamais occupé de responsabilité au sein du GSPC, il a connu ces derniers temps une ascension fulgurante. C'est un peu l'équivalent de Al-Zarqaoui d'Irak, un homme très déterminé, brutal, le plus idéologisé du groupe, le plus représentatif d'Al-Qaïda. L'ex-otage français qui lui a parlé, Pierre Camatte, le décrit comme « petit, maigrichon, qui ne dégage rien physiquement, mais qui est très respecté par son entourage ». « Il veut absolument appliquer la charia à tout, y compris aux otages, il accepte de négocier mais avec des règles conformes à la charia, avec des intermédiaires qu'il juge être de bons musulmans. Il comprend le français mais refuse de parler la *langue du colonisateur* ».
- Les deux hommes sont-ils rivaux ? Les experts semblent être partagés sur ce sujet important pour l'avenir de la direction Aqmi Sahara. Si leur tempérament en effet les oppose, il semble qu'ils fassent tous les deux mois un communiqué commun de situation. Ils se connaissent bien, sont de la même génération, sont mariés avec des épouses issues de grandes familles touareg.

En tout cas, cette branche saharienne a du mal à contacter Aqmi central (dirigé par Abdddelmalek Droukdel) qui se trouve encerclé en Kabylie par l'armée algérienne. Cette dernière, aidée par la population kabyle qui ne supporte plus les exactions des terroristes, lamine sérieusement les forces jihadistes dans cette région. C'est peut-être ce qui a incité les preneurs d'otages d'Arlit à proposer à la France de négocier directement avec Ben Laden. La chaîne de commandement est actuellement très perturbée, car le siège central d'Aqmi, assiégé, dépend financièrement des recettes de sa branche saharienne, de plus, Izza Rezki, le financier d'Aqmi vient d'être tué.

Ainsi, dans ces conditions, l'on comprend l'activisme un peu brouillon et concurrentiel des deux brigades sahariennes, pratiquement autonomes.

Ces brigades sud recrutent localement dans cet espace sahélien où sévit sécheresse et pauvreté, mais le critère religieux jihadiste fait de plus en plus de place au critère mafieux. Des ouvertures sont actuellement tentées en direction du Front polisarion au Sahara Occidental (volonté d'accès à l'Atlantique?) L'encadrement demeure pour l'essentiel algérien. On retrouve certains émirs « historiques », qui n'hésitent pas à se donner des pseudos prestigieux : Yahia Djaoudi se fait appelé Abou Ammar (souvenir de Yasser Arafat).

Avec cette « internationalisation », **la cible** change, le combat glisse de l'ennemi intérieur ou proche à un ennemi lointain, extérieur, à savoir les intérêts occidentaux dans un espace considéré comme totalement musulman. Depuis cet été, Aqmi menace directement la France, l'ennemi français lui a été désigné par le commandement central d'Al-Qaïda. La France, ex-puissance colonisatrice, active dans le combat en Afghanistan, pays laïc qui légifère ces temps-ci contre certaines pratiques musulmanes, est ainsi la cible idéale pour la nouvelle organisation, Al-Qaïda centrale se réservant, si l'on peut dire, le cas américain.

Le mode opérationnel change également avec l'usage de tactiques importées du jihad irakien⁹ comme les attentats à l'explosif soit à l'aide de véhicules piégés soit par le biais de

9 Ce jihad irakien est une véritable matrice, les méthodes expérimentées ici sont également en usage de nos jours en Afghanistan.

« kamikazes », ou plutôt, d'attentats-suicides, de candidats au martyre pour employer une expression plus adaptée.¹⁰

¹⁰ C'est ce nouveau mode opératoire qui est mis en œuvre dans les attentats de Casablanca et d'Alger dès le printemps 2007.

Les touaregs : entre tentation d'intégration et tentation de révolte, une liaison dangereuse avec AQMI est-elle possible ?

Le temps n'est plus aux clichés romantiques de l'époque coloniale où l'*homme bleu du désert* faisait rêver l'occidental en mal d'exotisme, désuète l'image du *chevalier du désert* dont la silhouette se découpe sur fond de dunes de sable à perte de vue ou de couchers de soleil éblouissants. Même si ces images fortes du passé restent encore bien ancrées dans l'esprit des Français, force est aujourd'hui d'avoir sur ces nomades un regard plus réaliste. Si les diverses révoltes touarègues n'ont guère fait la une de nos journaux, par contre, avec la découverte stupéfiante des actions terroristes d'AQMI, chacun se demande s'il n'y a pas un risque de contagion avec les groupes touaregs disséminés dans de vastes espaces désertiques et inaccessibles, pour nous comme pour les États régionaux, Mauritanie, Mali, et Niger. Qui sont ces touaregs, pourquoi se révoltent-ils fréquemment, quel est le risque de les voir « s'accoquiner » avec les jihadistes d'Aqmi ?

1- Qui sont-ils ?

C'est un peuple peu nombreux, environ 1,3 million, réparti sur 5 États (Le Burkina Faso, l'Algérie, la Libye, le Niger et le Mali), dont plus de la moitié vit au Niger et environ 400 000 au Mali. Outre ce cœur touareg, Niger-Mali¹, les autres États n'ont que de petites minorités : Algérie et Burkina Faso, chacun 30 000, la Libye, 20 000. Au Niger et au Mali ils sont surtout dans le nord. (55% dans la région d'Agadès).

Le nom touareg est d'origine arabe (*tawarek* qui signifie « oubliés de Dieu »), eux-mêmes se désignent comme les « *Kel-tamasheq* », à savoir, ceux qui parlent la langue touarègue (le *tamasheq*). Toutefois, les touaregs ont des difficultés à se comprendre à cause des différences dialectales au sein de leur langue. Les touaregs ont une écriture (caractères *tifinagh*) autrefois gravée sur les rochers, et encore utilisée par messages écrits sur papier. Cette écriture est transmise par la famille.

C'est un peuple d'origine berbère installé sur d'immenses espaces, intermédiaires entre le Maghreb et l'Afrique noire. Traditionnellement nomades, les touaregs ont toujours pratiqué les *rezzous*² aux dépens des populations sédentaires. Certes leur territoire correspond au désert saharien, mais les massifs montagneux tels le Tassili des Ajjer, l'Adrar des Ifoghas..., fournissent l'eau indispensable à la vie, et l'altitude qui corrige globalement l'effet de la latitude permet la végétation et donc quelques cultures.

La société touarègue est une **société très hiérarchisée** en sortes de catégories socio-professionnelles ou « castes » :

¹ Ils sont cependant très minoritaires dans ces deux États : respectivement 10 et 6% de la population de ces deux États).

² *Razzia* ou *rezzou* chez les touaregs : incursion rapide en territoire « ennemi » dans le but d'y faire du butin.

- **Les Imajeren**, guerriers aristocrates assurent seuls cette fonction guerrière.
- **Les Imrad**, tribus non-aristocratiques, paient un tribut aux premiers, mais participent parfois aux expéditions guerrières si besoin. Tribus pastorales, ils veillent aux troupeaux des Imajeren.
- **Les Inaden**, artisans, ils produisent tout ce dont a besoin la population (armes, bijoux, poterie). Cette « caste » pratique l'endogamie, aussi est-elle repliée sur elle-même.
- Le quatrième groupe, **les Iklans**, est constitué de noirs employés comme esclaves domestiques.

Ainsi donc, **le peuple touareg est plus un concept linguistique qu'ethnique**³. Être touareg c'est se comporter en touareg, selon son appartenance de groupe. Les touaregs sont musulmans (ce qui n'exclut pas de nombreuses pratiques magiques et superstitieuses, formules magiques accrochées au bras ou au cou à l'intérieur de petites bourses de cuir), mais **monogames**. La femme joue un grand rôle dans la société, dans la culture. Le domaine de l'art, de la poésie notamment est en partie le domaine des femmes. Les rapports hommes femmes sont beaucoup plus souples que dans le monde arabe. La filiation se fait par la mère c'est ce qui détermine l'appartenance à telle « caste » touarègue. La femme peut choisir son époux, elle dispose de sa fortune personnelle. La tente lui appartient, elle peut en chasser l'homme.

L'homme traditionnellement porte un voile ⁴de tête, autrefois on ne l'enlevait jamais même pour boire ou manger, de nos jours un touareg accepte de se dévoiler devant un ami. Par-dessus les vêtements une vaste gandoura de couleur bleu indigo flotte au vent et colore la peau (les hommes bleus du désert !). Des sandales de cuir leur permettent de marcher longuement dans le sable. Le partage du thé entre hommes est un rituel majeur accompagné de longues discussions.

Répartis sur de vastes espaces, ils ne peuvent vivre partout de la même manière. Ceux du nord élèvent chameaux et chèvres, ceux du sud (Adrar des Ifoghas) ont des troupeaux plus diversifiés (vers le sud le chameau est plus rare, et cède la place aux vaches), ceux de l'Aïr cultivent dans les jardins irrigués des vallées, et commercent également. La cohabitation avec d'autres éleveurs, comme les Peulhs, peut poser parfois problèmes.

2- De nombreuses révoltes touarègues.

a- Les touaregs se sont opposés à l'arrivée des colonisateurs européens. En 1916-17, leurs révoltes⁵ contre les Français ont connu quelques succès. Déjà l'expédition militaro-scientifique dirigée par le Lcl Paul Flatters est décimée par les touaregs le 16 février 1881 à Bir el-Garama dans le Sahara. Ce sont les frontières dessinées par les Européens qui vont mettre fin à ces révoltes. Globalement, c'est le congrès de Berlin [nov. 1884- février 1885]

³ Il en est de même pour le peuple arabe qui désigne tous ceux qui parlent cette langue avec une grande diversité ethnique.

⁴ Bande d'étoffe bleue de plusieurs mètres de long et nouée en turban sur la tête et le visage.

⁵ L'insurrection des touaregs du Gourma et des Iwellemmeden. La répression française sera très sévère. En décembre 1916, le père Charles de Foucauld, qui renseignait l'armée coloniale française sur les mouvements touaregs, est assassiné dans l'Ahaggar.

qui trace les frontières africaines dans le seul but d'éviter les conflits entre puissances européennes concurrentes, mais sans tenir compte de quelque manière que ce soit, des populations locales⁶, superbement ignorées.

Lors des indépendances en 1960, les touaregs ne sont pas préparés à la nouvelle donne par manque d'élite intellectuelle. Marginalisés dans les zones les plus désertiques, ils ont le sentiment d'être abandonnés, d'être considérés comme citoyens de second rang. De ce fait, la révolte sera désormais récurrente.

b- **La première révolte contre l'État malien en 1963-64** est menée par les moyens traditionnels touaregs, chameaux et épées. La répression de l'armée malienne qui utilise des armes modernes, dont les chars, fut terrible⁷. Les guerriers touaregs vont découvrir les techniques guerrières modernes lors de leur incorporation dans l'armée libyenne du colonel Kadhafi. Dans les années 70-80, Kadhafi utilise les touaregs pour réaliser son rêve de création des « Etats-unis saharo-sahéliens »⁸. Des centaines de jeunes touaregs répondirent à son appel et entrèrent alors dans *la légion islamique libyenne*. Ils furent envoyés sur différents théâtres guerriers, comme le Liban ou le Tchad. La Libye de Kadhafi se présente comme le pays protecteur des touaregs, aussi, lors des grandes sécheresses maliennes et nigériennes des années 70 et 80, de nombreux touaregs y trouveront refuge. Cette légion islamique libyenne a servi de matrice à de nombreuses révoltes touarègues dans le Sahel. Les guerriers touaregs découvrent le 4X4 et la kalachnikov qui remplacent désormais le chameau et la traditionnelle épée.

La Libye poursuit une politique ambiguë à l'égard du Niger et des touaregs. Si actuellement, la préoccupation sécuritaire semble l'emporter [accord signé entre les deux États en janvier 2008 pour sécuriser leur frontière face au trafic de drogue, à l'immigration clandestine, au terrorisme trans-frontalier], le colonel Kadhafi continue de souffler sur les braises des révoltes touarègues [avril 2006, idée d'une fédération touarègue⁹ du « fleuve Sénégal à l'Euphrate », en 2007, il a été fait *Amenokal* –chef suprême- par les touaregs du Niger]. Les touaregs sont instrumentalisés par une Libye qui cherche à conserver une influence régionale.

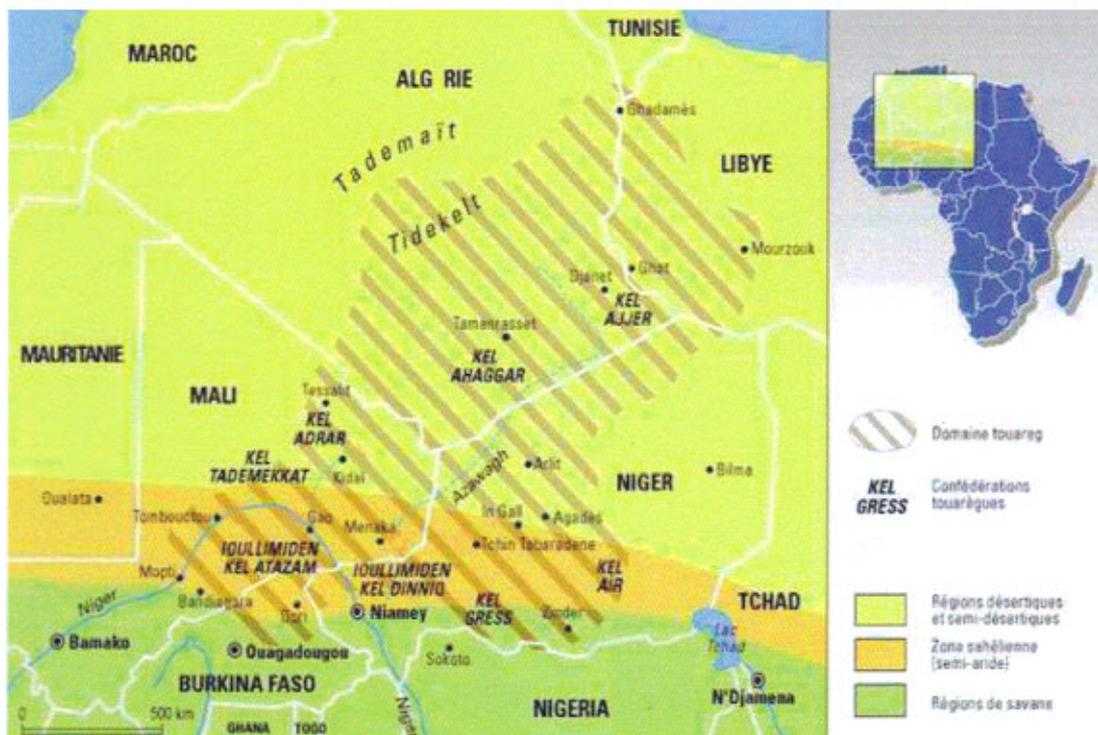
⁶ Les touaregs ont dû s'insérer dans ce cadre, et sont donc ainsi dispersés entre plusieurs États, comme les Toubous, les Haoussas, les Peulhs, les Lobi, les Dagaris. Avec les indépendances, une certaine sagesse a consisté à conserver ces frontières pour éviter les conflits. La charte de l'OUA de mai 1963 reconnaît le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Ce qui entraîne *de facto* la problématique de l'État-Nation, concept vraiment étranger à la tradition africaine.

⁷ Après un an et demi de révoltes, les *Kel Adar* se retrouvent très appauvris, une grande partie de leur troupeau ayant été décimée par la répression.

⁸ La Libye abrite une petite communauté touarègue dans le Fezzan, celle-ci avait en 1916 chassé les Italiens de la région.

⁹ Jusqu'à présent, les révoltes touarègues se sont faites à l'intérieur de chaque État, il y a eu peu de tentative pour construire une nation touarègue.

carte de l'espace touareg issue du site :<http://www.sahara-anmilale.org/>



c- Les deux vagues de révoltes récentes, années 90 et fin des années 2000.

- Le massacre de **Tchin-Tabaraden**¹⁰ en mai 1990 déclenche la révolte touarègue au Niger. Après cinq années d'affrontements sanglants, des accords de paix sont signés en 1995 entre la capitale Niamey et les rebelles. Ces accords locaux du 24 avril 1995 sont confirmés par l'accord additionnel d'Alger de 1997. Cet accord prévoyait, outre une dissolution des fronts d'opposition, une intégration progressive des ex-rebelles dans les services publics (administration, armée..) et un début de processus de décentralisation. Le Niger depuis a mis partiellement en œuvre cet accord de paix, mais de manière trop lente et trop partielle¹¹ aux yeux des touaregs qui reprennent la lutte armée en février 2007.
- Février 2007, des membres du nouveau front de révolte, le « *mouvement nigérien pour la justice* » (MNJ), attaque la caserne d'un poste avancé de l'armée nigérienne à Tazeraït. Le nouveau front tente, sans succès, de fédérer à sa cause les Toubous et les Arabes, mais réussit depuis mars 2010, sa coopération avec le *Front Patriotique Nigérien* (FPN) créé en 2009. Les rebellions touarègues au Mali¹² et au Niger sont indépendantes, même si elles ont des causes communes tenant aux conditions de vie

¹⁰ De jeunes touaregs de retour de Libye se retrouvant dans leur pays au chômage effrayent les autorités. En réponse aux nombreuses arrestations, des jeunes attaquent et pillent les armes d'une gendarmerie. La répression est féroce tant dans la ville que dans les campements aux alentours.

¹¹ Le manque de moyens en est la raison principale.

¹² La révolte au Mali déclenchée un an plus tôt par l'*Alliance touareg du nord Mali pour le changement* (ATNMC) n'est pas traitée par une option militaire comme au Niger, mais par le dialogue.

des touaregs. Ces dernières rebellions sont-elles arrêtées¹³, à la fois grâce à des accords mais aussi du fait de la corruption (ex-rebelles achetés par les pétrodollars de Kadhafi).

Les revendications sont toujours portées par un sentiment de frustration, d'exclusion sociale et citoyenne des touaregs, d'injustice et d'inégale répartition des richesses. Avec la multiplication des concessions d'exploitation d'uranium par exemple, accordées non seulement aux Français mais aussi aux Canadiens, aux Australiens et récemment aux Chinois, les touaregs ont le sentiment d'être de plus en plus exclus de leurs terres. Or, si les touaregs sont traditionnellement nomades, il leur faut toujours un « territoire d'attache » sans lequel ils ne peuvent vivre. Dans la région d'Arlit où œuvre Areva, les touaregs souhaitent une embauche prioritaire (mais ont-ils les compétences pour exercer des métiers autres que de simples tâches subalternes?)

Dans une étude récente sur les causes de la rébellion touarègue¹⁴, Chekou Koré Lawel distingue **les raisons endogènes et les raisons exogènes** de la persistance du conflit.

- **les causes endogènes relèvent, de la rébellion elle-même, et de raisons objectives :**
- **causes dérivant de la rébellion :**
 - le combat des leaders évolue d'un caractère idéologique à des ambitions personnelles¹⁵
 - Les maquisards se comportent en bandits armés face aux populations locales, le conflit devient un fond de commerce. Trafic et enlèvements deviennent alors la seule source de revenu.
 - La nature nomade du conflit dans des zones désertiques contiguës avec des pays possédant des minorités touarègues, favorise le conflit par l'existence de bases arrières.
 - Le souvenir historique de l'idée française d'OCRS¹⁶ entretient le conflit.
 - L'émiettement des factions touarègues rend difficile toute médiation.¹⁷ Les accords signés par les uns aujourd'hui sont mis en cause par les autres demain.

¹³ Ces révoltes récentes laissent plus de traces que les traditionnelles du fait de l'usage par exemple de mines anti-personnel. Celles-ci, interdites depuis 1997 par le traité d'Ottawa signé par 154 pays (5 ont refusé : Chine, USA, Russie, Finlande, Australie) sont faciles et peu onéreuses à poser, mais par contre, elles blessent et tuent des innocents, ferment pendant des années des espaces, sont très longues à démanteler, surtout dans ces zones désertiques où, sous l'effet des vents, les dunes se déplacent, rendant illisible les plans de pose – quand ils existent.

¹⁴ Colonel Chekou Koré Lawel, *la rébellion touareg au Niger*, affaires stratégiques, l'Harmattan, 2010, 150 p.

¹⁵ Souvent des leaders de la révolte touarègue arrêtent le combat dès qu'ils obtiennent un peu de pouvoir politique. C'est le cas par exemple du leader du FLAA [Front de Libération de l'Air et de l'Azaoual], Mohamed Ag Boula qui obtint le poste de ministre du tourisme de 1999 à 2004 sous la Présidence de Mamadou Tandja. Par contre, lorsqu'en 2004, il a été limogé et arrêté pour une affaire criminelle, son frère a repris les armes pour le libérer. Cette libération est intervenue en 2005 grâce aux bons offices des Libyens toujours prêts à instrumentaliser la cause touarègue. Le Président Mamadou Tandja renversé par un coup d'État en janvier 2010, est incarcéré début janvier 2011.

¹⁶ Projet français des années 50 d'« Organisation Commune des Régions Sahariennes ». C'était un projet d'un espace unique réservé aux seuls nomades. Cette idée a été récemment revisitée par le Président libyen dans un appel à « un Sahara libre ».

* Les causes objectives

- le caractère artificiel et « fragmenteur » des frontières héritées de la période coloniale.
 - La région de l'Aïr où se déroulent les combats est très difficile d'accès¹⁸
 - rejet dans son ensemble de la cause touarègue par le reste de la population nigérienne¹⁹.
- les causes exogènes trouvent leur origine dans le voisinage de l'État libyen et l'activisme des sociétés minières étrangères.

3- Que peut-on dire d'un lien éventuel entre AQMI et les touaregs ?

Il est actuellement difficile d'avoir une réponse claire et précise sur cette question, à la fois faute d'études sur le sujet, seuls des reportages journalistiques nous éclairent ponctuellement, et à la fois, à cause de l'aspect récent de la présence d'Aqmi au Sahara-Sahel.

a- Des indices ou faits de rapprochements.

- Les zones d'influence d'Aqmi et l'espace traditionnel des touaregs se chevauchent grandement, notamment au nord du Mali et du Niger, rendant ainsi physiquement possible les rencontres. Pour Pierre Boilley du Cemaf²⁰ : « *Ce sont des relations de voisinage, puisque Aqmi s'est installée au fil des ans dans des massifs montagneux proches des zones touareg, et des relations d'affaires - notamment dans les trafics en tous genres : drogue, clandestins...* »²¹. Plusieurs observateurs ont noté des mariages entre des membres d'Aqmi et des jeunes filles touarègues²², ce qui faciliterait une certaine protection. Il est cependant difficile de dire s'il s'agit d'une stratégie d'intégration locale de la part d'Aqmi ou d'actions ponctuelles et de circonstances de la part de jeunes jihadistes.

¹⁷ En cas de prise d'otages, les médiations sont très difficiles, car à qui faire confiance ?, et très longues et coûteuses, tout en étant très incertaines. Dans quelles mesure peut-on faire confiance aux bérabiches par exemple ? Des télégrammes américains, révélés par Wikileaks le montrent bien.

¹⁸ L'Aïr, est un massif montagneux situé au nord-ouest du Niger, en milieu saharien. C'est un vaste plateau, entre 600 et 900 m, hérissé de quelques pointes granitiques et volcaniques. Le nord Mali, où seraient retenus les otages d'Aqmi, est également une grande région désertique d'accès difficile : « *Si ce n'est pas l'Afghanistan, ce sont des régions isolées, montagneuses, escarpées, où les clans locaux, depuis toujours rétifs à toute autorité, assistent les hommes d'Al-Qaida, par intérêt ou à cause de relations familiales.* »

Ces régions, et notamment le massif de Timerine, à 450 km au nord-est de Tombouctou, sont des escarpements rocheux, des blocs de rochers délités, très découpés, traversés d'Est en Ouest par une grande bande sableuse qui sert de lieu de passage à tous les trafics. Il y a des puits ancestraux, des micro-climats locaux pour les troupeaux, comme de petits jardins préservés pour les tribus bérabiches, avec lesquelles les gars d'AQMI ont noué des liens familiaux. Là, ils sont tranquilles. Si quoi que ce soit bouge, ils sont prévenus . »
Selon l'explorateur français, Régis Belleville (propos rapportés par l'AFP 21 septembre 2010.

¹⁹ Dans le découpage en États, les touaregs se retrouvent en situation de minorité mal acceptée, cela relève en partie de l'opposition classique entre nomades et sédentaires.

²⁰ Centre d'Étude des Mondes Africains (CNRS).

²¹ Journal *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 21/09/2010

²² Il est également difficile d'être renseigné sur cet aspect, la plupart des mariages se font-ils réellement avec des touarègues ou avec des femmes de la minorité bérabiches, ces arabes de l'Azawad (nord Mali) ?

- Des témoignages lors de l'enlèvement des otages d'Arlit à l'automne 2010 affirment que certains terroristes parlaient la langue touarègue. Par ailleurs, cette action menée dans une zone sécurisée n'a pas pu être montée sans complicité locale, dont celle de touaregs.
- Les difficultés de vie dues à la crise économique, aux sécheresses à répétition dans le Sahel, au sentiment récurrent d'injustice, rendent de nombreux jeunes touaregs sensibles aux actions menées par Aqmi ainsi qu'à son discours anti-occidental. D'anciens rebelles désormais désœuvrés peuvent être tentés de se laisser « embaucher » localement par des membres d'Aqmi. Cette collaboration peut aller d'un simple coup de main ponctuel (chauffeur de 4X4, du renseignement par exemples) à la participation armée directe. « *Les collusions entre Touareg et islamistes, quand elles existent, sont d'ordre matériel, pour l'argent, plus que militantes* » affirme Pierre Boilley. Cependant, des touaregs eux-mêmes notent que la jeune génération actuelle est moins respectueuse des conseils des chefs, plus indépendante voire plus insoumise, plus inquiète d'un avenir qu'elle voit de moins en moins dans les conditions de vie traditionnelles. La tentation de la désobéissance, de l'argent facile est parfois grande.

b- Mais, pour l'essentiel, il n'y a pas de connivence globale entre Aqmi et des révoltés touaregs.

- Au Mali par exemple, il semble que la présence d'Aqmi dans le nord indispose de plus en plus les nomades touaregs, à tel point qu'il sont prêts à collaborer avec les forces gouvernementales contre eux. Au début de la présence d'Aqmi sur ce territoire, il y a eu des accrochages sanglants avec les touaregs dans la région de Kidal (nord-est Mali). C'est aussi pour les touaregs une façon de demander au gouvernement la mise en œuvre **des accords qui prévoyaient la création d'unités spéciales dans la zone désertique nord**. Ces unités spéciales sont composées essentiellement d'anciens rebelles touaregs recyclés dans l'administration du pays et utilisés ici pour leur parfaite connaissance du terrain. Ceci était prévu par les accords d'Alger de juillet 2006 signés entre le gouvernement malien et l'ADC [*Alliance pour la Démocratie et le Changement*] sous l'égide de l'Algérie souvent appelée à arbitrer. L'attitude algérienne obéit à deux motivations : étendre son influence dans les États au sud et éviter un risque de contagion au sein de sa propre communauté touarègue.

La création de ces unités spéciales qui doivent être formées par l'Algérie est urgente si on ne veut pas que ces désœuvrés versent dans l'insurrection « qaïdienne » ou tout simplement dans les nombreuses bandes armées locales. « *Si nous sommes armés, nous pouvons rapidement leur régler leur compte* » déclare Ahmada Ag Bibi porte-parole des anciens rebelles et député du Mali. Les gens d'Aqmi, dit-il sont des « voyous » dont les touaregs veulent se débarrasser.

C'est ce que fait le nouveau pouvoir du Président Amadou Toumani Touré en nommant début janvier 2011 le colonel **Ba Moussa**, ex-rebelle touareg en 2006, à la tête de ces unités spéciales qui doivent agir dans le nord du pays, avec et sous commandement de l'armée régulière. Cependant, beaucoup s'inquiètent du départ du colonel **El Hadj Gamou** évincé et promu chef d'Etat Major adjoint auprès de la Présidence. Cet ancien chef de la rébellion touarègue, fidèle à son pays depuis le pacte national de 2002, était reconnu de tous pour son action sécuritaire au nord.

- On ne peut certes pas nier des connivences locales et ponctuelles entre des touaregs et des membres d'Aqmi, mais globalement, **il n'y a pas de lien idéologique** entre les deux mouvements. La société touarègue n'est pas, dans son islam, assez religieuse pour se diriger vers des actions de jihad international, même si, ponctuellement cette idéologie peut avoir

prise auprès de jeunes désœuvrés. Le risque actuel est un lien par la corruption, par l'appât de l'argent auprès de populations extrêmement pauvres. La chute récente du tourisme international dans ces espaces fortement déconseillés va encore accentuer la misère. Il est urgent que les États régionaux, aidés par une aide internationale, mettent en place des politiques réelles d'intégration et de développement, à commencer par une meilleure scolarisation.

Ainsi donc, dans ces immensités sahariennes et sahéliennes, pour l'heure peu contrôlées par aucune autorité étatique, règnent le banditisme, les trafics de toutes sortes, sur fond de misère et de frustration profondes. Aux révoltes touarègues récurrentes se superpose récemment l'activité à la fois idéologique et mafieuse de quelques centaines de combattants d'Aqmi, qui par leur richesse issue des récentes rançons, sont capables ponctuellement de soudoyer nombre de nomades et à terme de les embrigader, tout au moins pour les plus fragiles. Ces zones désertiques n'ont jamais été aussi fréquentées et dangereuses pour la paix locale voire internationale. Les solutions passent par des actions à la fois régionales mais aussi de coopération durable sur le plan international. Que peut être le rôle de la France, ex-puissance colonisatrice? La France ne peut être absente bien entendu, ne serait-ce qu'au nom de ses propres intérêts, mais ses actions doivent être discrètes afin de ne pas se mettre à dos des populations jalouses de leur indépendance, cela se voit très nettement au Mali par exemple.

